

Les Études du CERI
N° 48 - décembre 1998

**Les Russes d'Israël,
une minorité très influente**

Anne de Tinguy

Les Russes d'Israël, une minorité très influente

Anne de Tinguy

L'émigration massive des juifs de l'ex-URSS constitue l'un des effets les plus spectaculaires de l'ouverture du rideau de fer. Plus de 400 000 juifs ont quitté l'URSS au moment de l'ouverture des frontières en 1990-91, plus d'un million (en comptant les membres non juifs de leurs familles) entre 1989 et 1998. Relativement aux données du recensement soviétique de 1989, la communauté juive des nouveaux Etats indépendants a ainsi diminué de plus de moitié. On est en présence d'un véritable exode qui continue à vider l'espace russe et ex-soviétique de cette population : celle de l'Empire russe était forte de 5,2 millions de personnes lors du recensement de 1897, celle de l'URSS en 1989, de 1,4 million, celle des nouveaux Etats indépendants se monterait, au début de 1996, à quelque 600 000 personnes, dont 360 000 en Russie.

L'Etat hébreu est le premier bénéficiaire de cette émigration massive : il en a accueilli les trois quarts. Les 750 000 personnes en provenance de cette région qui se sont installées depuis 1990 sur son sol représentent aujourd'hui 13% de sa population. Sans tenir compte des 150 000 Soviétiques qui ont immigré dans les années soixante-dix, un citoyen israélien sur sept ou huit est désormais « russe ». Les juifs ex-soviétiques seraient maintenant plus nombreux en Israël que dans les nouveaux Etats indépendants.

Une immigration d'une telle ampleur (à l'échelle de la France, cela représenterait environ huit millions de personnes) ne peut qu'avoir un immense impact sur Israël. Des trois grandes communautés ex-soviétiques qui se sont créées depuis 1990 à l'étranger (outre Israël, il s'agit de l'Allemagne et des Etats-Unis), elle est probablement celle qui marquera le plus fortement le pays d'accueil. Les nouveaux immigrants se sont insérés en un laps de temps relativement court dans la société israélienne : la plupart d'entre eux ont aujourd'hui un travail, participent à la vie politique et se déclarent satisfaits de leurs conditions de vie. Ils demeurent en même temps très attachés à leurs origines. Tous ne viennent pas de Russie et tous ne sont pas russes. Mais, unis par une communauté de destin, ils ont forgé une sorte de nouvelle ethnicité, indéniablement russe, qui n'est pas liée à un territoire, mais à une culture, à une langue, à un passé et à un présent communs. Cette russité est le ciment du groupe ethnique qu'ils ont formé, puis structuré : ils ont leur langue, leurs quotidiens, leurs quartiers, leurs orchestres, leurs associations, leur parti politique... Ils deviennent israéliens tout en demeurant

russes et sont perçus comme tels. C'est cette russité, dont ils fixent eux-mêmes les contours, qui amène à les désigner comme russes et c'est en ce sens que le terme russe sera employé (sans guillemets) dans cette étude. En se rassemblant sur cette base, ils valorisent leur communauté, ils s'intègrent à la société israélienne en se mettant dans une position qui leur permet d'amener leur pays d'accueil à tenir compte de leurs aspirations. S'ils apposent leur empreinte sur Israël, c'est à cause de la complexité de leur identité faite de russité et de judéité, la première prenant une importance particulière pour ceux, nombreux, qui ne sont pas juifs et s'accompagnant d'autres éléments d'identité dans le cas de ceux qui sont originaires de pays du Caucase, d'Asie centrale ou d'autres régions non slaves de l'ex-URSS, et la seconde étant souvent limitée, beaucoup, sinon la plupart de ceux qui sont juifs étant largement déjudaïsés. S'ils apposent leur empreinte sur Israël, c'est aussi parce que leur communauté joue désormais un rôle majeur dans la vie israélienne. Outre le fait qu'elle apporte à Israël un « sang neuf » qui modifie la personnalité de l'Etat hébreu, elle pèse sur les grands choix faits par le pays¹.

Une vague d'immigration sans précédent par son ampleur

Lorsque le rideau de fer s'ouvre, les juifs sont parmi ceux qui profitent le plus largement et le plus vite de la liberté nouvellement et chèrement acquise. Soucieux d'assurer l'avenir de leurs enfants, désireux d'améliorer leur niveau de vie, rejetant une situation perçue en Russie comme instable, craignant de nouvelles poussées d'antisémitisme, ils partent dès qu'ils le peuvent. L'antisémitisme et la peur qu'il a engendrée ont depuis longtemps donné naissance à un sentiment d'exclusion, fréquemment invoqué comme une cause de départ par ceux qui ont émigré en Israël. Bien que la majorité d'entre eux soit, nous le verrons, fortement déjudaïsée, c'est donc bien en tant que juifs qu'ils ont quitté l'espace anciennement soviétique et fait le choix d'Israël, un choix dont la réalité est confirmée par les résultats de plusieurs enquêtes menées à la fois en Russie et en Israël. L'Etat hébreu n'aurait cependant probablement pas été le grand bénéficiaire de ce bouleversement si Washington n'avait pas modifié son attitude à l'égard de l'immigration en provenance d'URSS et si les organisations juives internationales, en particulier l'Agence juive, n'avaient pas déployé sur le terrain des efforts considérables. Les Etats-Unis, qui attiraient depuis plusieurs années la plus grande partie des émigrés juifs soviétiques, durcissent en 1988-89 leur politique tout en en modifiant, à partir du 1^{er} octobre 1989, l'organisation (ils n'acceptent plus les demandes déposées à partir des villes de transit que sont Rome et Vienne). Le résultat est immédiat : les possibilités de partir outre-Atlantique s'amenuisant, les candidats à l'émigration se tournent vers Israël. Quant à l'Agence juive, dotée de moyens très importants, elle développe à partir de 1990 sur tout le territoire soviétique (dont elle

¹ Cette analyse s'intègre dans une recherche en cours sur les conséquences de l'ouverture des frontières de la Russie, à paraître aux éditions Plon.

était jusque-là absente) une formidable activité. L'objectif qu'elle poursuit dans cette région est de faire renaître et de conforter l'identité juive de populations déjudaïsées par des décennies ou des siècles de répression, d'assimilation et de déculturation afin d'encourager l'émigration qu'elle se charge d'organiser. Ces initiatives portent leurs fruits. L'Etat hébreu accueille 12 000 personnes en provenance d'URSS en 1989, 185 000 en 1990, près de 150 000 en 1991. En 1992, le flux diminue sans pour autant tarir. Les juifs (et leurs familles) sont entre 65 000 et 68 000 à s'installer chaque année en Israël entre 1992 et 1995, entre 55 000 et 60 000 en 1996 et en 1997 : au total 750 000 personnes, originaires principalement de Russie et d'Ukraine, c'est-à-dire des régions où, pour des raisons historiques, la concentration de populations juives est la plus importante².

Ce n'est pas la première fois que les juifs quittent en masse l'espace russo-soviétique, ni que l'Etat hébreu accueille une immigration en provenance de cette région. Quelques milliers de pionniers ont quitté l'Empire russe pour s'installer en Palestine à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle. Et, au cours des années soixante-dix, Israël a accueilli plus de la moitié des 250 000 personnes dont le Kremlin avait autorisé l'émigration. Mais la vague des années quatre-vingt-dix est, par son ampleur, sans précédent. C'est aussi la plus importante qu'ait connue Israël depuis celle qui a suivi son indépendance, et la plus importante à partir d'un même « pays » : les ex-Soviétiques représentent près d'un tiers de tous les immigrants accueillis depuis 1948. L'espace anciennement soviétique est désormais de très loin la première région d'origine des immigrés en Israël : depuis 1990, 85% de son immigration en sont issus.

L'émigration en provenance de cet espace, qui ne correspond plus aujourd'hui, comme c'était le cas au début de la décennie, à un mouvement « de panique »³, est-elle destinée à se poursuivre ? Il serait hasardeux de se livrer à des prédictions. Tout d'abord, il est difficile d'évaluer la taille des communautés juives des nouveaux Etats. Les chiffres cités en introduction ne sont que des estimations faites à partir des données du recensement de 1989 et en tenant compte des départs qui ont eu lieu depuis cette date. A partir des mêmes données, l'Agence juive et les autorités israéliennes estiment à un million la population susceptible de bénéficier de la loi du retour⁴. Mais des chiffres compris entre deux et six millions, certains allant même

² Source des données statistiques : The State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical Abstract of Israel - 1997* ; d'après le ministère de l'Intégration, compte tenu des quelque 30 000 décès déjà intervenus, l'immigration de l'ex-URSS de 1989 à 1997 (compris) se monte à 722 400 personnes. Israël compte 5,7 millions d'habitants.

³ Expression d'Alla Lévy, responsable de l'Agence juive dans les nouveaux Etats indépendants, *The Jerusalem Post Magazine*, 19 juin 1998.

⁴ Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant Absorption. Situation, Challenges and Goals*, juin 1997, p. 7 ; voir aussi les travaux du démographe Mark Tolts, *Novosti nedeli*, 7 avril 1997, p. 11, *Vesti*, 6 avril 1997 et « Demographic trends among the Jews in the three Slavic republics of the former USSR : a comparative analysis » in S. DellaPergola et J. Even, *Papers in Jewish Demography 1993. In Memory of U.O. Schmelz*, Jérusalem, 1997, pp. 148 et 151. Le chiffre, cité en introduction, de 360 000 est calculé à partir des résultats du micro-recensement fait en Russie en 1994, en tenant compte des évolutions démographiques. Il s'agit de ceux qui se sont identifiés comme juifs.

jusqu'à douze millions, sont parfois avancés⁵. Le potentiel migratoire dépend par ailleurs de nombreux facteurs : de l'état de cette population, très marquée par la ponction migratoire de ces dernières années, de l'évolution de la situation interne des pays de départ comme de celle d'Israël et des possibilités d'émigration vers d'autres pays. Outre les Etats-Unis, qui ont accueilli à peu près le quart du million de juifs ayant quitté les nouveaux Etats indépendants depuis le début de la décennie, l'Allemagne accueille chaque année, depuis 1990, plusieurs milliers de juifs de cette région. Si l'on se base sur les départs vers Israël de ces dernières années, en tenant compte des difficultés socio-économiques des nouveaux Etats, notamment de la Russie et de l'Ukraine, des résurgences de manifestations d'antisémitisme comme celle qui s'est produite en Russie en novembre 1998⁶, enfin du potentiel, désormais important, en matière de regroupement familial, on peut penser que cette émigration vers Israël se poursuivra à un rythme non négligeable. Elle ne fera que conforter une communauté russe déjà très organisée et influente.

INTEGRATION SANS ACCULTURATION : UNE STRATEGIE D'ADAPTATION ?

L'influence que les Russes exercent dans leur nouveau pays tient tout d'abord à ce qu'ils sont – une immigration talentueuse – et à la relation qu'ils ont établie avec la société israélienne. Des quatre modèles de rapport à la société hôte qui ont été analysés par Tamar Horowitz, auteur de nombreux travaux sur cette communauté (intégration, assimilation, séparation, marginalisation), trois paraissent d'emblée devoir être écartés : l'assimilation (définie comme le renoncement à l'identité d'origine et la volonté d'adopter la culture du pays hôte en se fondant dans la société de ce dernier), la marginalisation (caractérisée par un double refus, celui de préserver l'identité d'origine et celui d'adopter la culture du pays d'accueil) et la séparation (c'est-à-dire un désintérêt à l'égard de l'intégration au sein de la société hôte et une très forte volonté de préserver la culture d'origine). Le quatrième, l'intégration – qui suppose une volonté de trouver sa place dans la société du pays d'accueil tout en préservant une identité culturelle propre – est celui qui semble le mieux convenir pour comprendre l'attitude des Russes⁷. Mais, dans leur cas, l'intégration est d'un type particulier. En structurant

⁵ V. Kolossov, T. Galkina et M. Kouibychev, « La géographie des diasporas et les communautés arménienne, juive, grecque de l'ex-URSS », *L'Espace géographique*, 1994, n° 2, p. 162 ; A. Benifand, « Jewish emigration from the USSR in the 1990s », *Innovation in Social Sciences Research*, 1991, n°3/4, p. 36-38.

⁶ Le député communiste russe Albert Makachov a fait alors des déclarations antisémites qui ont suscité en Russie un émoi d'autant plus vif que le groupe communiste à la Douma a refusé de les condamner.

⁷ Tamar Horowitz, « The absorption of immigrants from the former Soviet Union in Israel : integration or separatism ? », ch. 4 in Eurosocial Report 54, *Integration and Pluralism in Societies of Immigration*, pp. 75-76 ; du même auteur, voir aussi « Integration without acculturation : the absorption of Soviet immigrants in

leur communauté et en se forgeant une nouvelle identité, loin de se couper de la société israélienne, les Russes valorisent le groupe ethnique qu'ils constituent et amènent leur nouveau pays à tenir compte de leurs aspirations ; ils s'intègrent en se mettant dans une position qui leur permet d'exercer une pression sur leur pays d'accueil : c'est en ce sens qu'on peut se demander s'il y a stratégie d'adaptation⁸.

Une communauté talentueuse et sûre d'elle-même

Diversité, richesse culturelle et haut niveau de qualification caractérisent cette communauté, qui compte 78 000 ingénieurs, scientifiques et architectes, 16 000 médecins et dentistes, 18 000 infirmières et personnes travaillant dans le secteur paramédical, 36 000 enseignants, 16 000 artistes, musiciens et écrivains. Les scientifiques (sont considérés comme tels ceux qui ont soutenu une thèse « de candidat » et qui ont publié au moins quatre ou cinq articles) sont nombreux : toutes disciplines confondues (mais ils relèvent en majorité des sciences exactes), ils sont 12 280 à s'être manifestés auprès du ministère de l'Intégration, et un certain nombre d'entre eux sont des chercheurs de très haut niveau. Le niveau d'éducation moyen est nettement plus élevé que la moyenne israélienne : environ la moitié des adultes qui se sont installés depuis le début de la décennie ont fait des études supérieures (au moins treize années d'études), alors que la moyenne nationale israélienne s'établissait, avant cette vague d'immigration, à 28%⁹. Ceux d'entre eux, nombreux, qui font partie de l'intelligentsia, jouissaient dans leur pays natal de considération. Ils sont convaincus qu'ils appartiennent à une élite et ils sont habitués, du fait des discriminations dont ils étaient l'objet dans leur ancienne patrie en tant que juifs, à être exigeants envers eux-mêmes. Ils revendiquent de ce fait spontanément le droit d'être considérés comme une élite et de marquer de leur empreinte la société qui est désormais la leur.

Israel », *Soviet Jewish Affairs*, 1982, n° 3, pp. 19-33.

⁸ Cette idée a été en particulier développée par Majid Al-Haj, « Attitudes et manières de se situer des immigrants soviétiques : l'émergence d'un nouveau groupe ethnique en Israël », *Revue européenne des migrations internationales*, 1996, vol. 12, n° 3, p. 144-148 ; voir aussi l'analyse de M. Lissak et E. Leshem, « The Russian intelligentsia in Israel : between ghettoisation and integration », *Israel Affairs*, hiver 1995, n° 2, pp. 20-36.

⁹ Central Bureau of Statistics, *Immigrants from USSR 1990-92. Demographic Characteristics by Last Republic of Residence*, Jérusalem, 1994, pp. 230-236 ; Central Bureau of Statistics, *Monthly Bulletin of Statistics*, fév. 1998, p. 13 ; Ari Paltiel, Eitan Sabatello, Dorith Pal, « Immigrants from the former USSR in Israel in the 1990s : demographic characteristics and socio-economic absorption » in N. Lewin-Epstein, Y. Ro'i, P. Ritterband (eds.), *Russian Jews on Three Continents. Migration and Resettlement*, Londres, Frank Cass, 1997, pp. 293-295. La thèse de « candidat » est la première des deux thèses qui existent dans le système universitaire soviéto-russe ; elle correspond à une petite thèse de troisième cycle.

Une indéniable intégration...

Ces Russes se sont intégrés en un laps de temps relativement court dans la société israélienne en trouvant leur place dans le monde du travail et en s'insérant dans le jeu politique. La démarche la moins problématique a été la seconde. Le droit de vote que les nouveaux immigrants reçoivent dès leur arrivée leur donne d'emblée un sentiment d'appartenance à la nation qui s'est traduit par une participation quasi immédiate à la vie politique de leur nouvelle patrie. Lors des élections de 1992, leur taux d'abstention est le même que le taux national (un peu plus de 20%). Ils se comportent ce faisant comme leurs prédécesseurs des années soixante-dix. Par la suite, nous le verrons, désireux d'être mieux représentés et de peser plus nettement sur le jeu politique, ils prendront une part encore plus active à la vie du pays en créant leur propre parti¹⁰.

L'intégration dans la vie économique a été plus difficile mais, compte tenu des immenses difficultés inhérentes à l'irruption sur le marché du travail d'un groupe quantitativement aussi important, elle a été remarquablement rapide. Le premier obstacle à surmonter a été lié au fait que les professions des nouveaux arrivants ne répondaient pas toujours aux besoins du marché du travail israélien. 10 000 médecins sont ainsi arrivés entre 1990 et 1992 alors qu'Israël en comptait déjà 12 000, qui suffisaient à la demande : le nombre moyen d'habitants par praticien était déjà l'un des plus faibles du monde. Pour des raisons analogues, l'intégration des nombreux scientifiques et intellectuels n'a pas non plus été sans mal. Les Russes ne répondaient pas toujours, d'ailleurs, aux critères exigés en Israël en matière de formation et de pratique professionnelle. Le cas des médecins est, là aussi, révélateur : 40 à 50% de ceux arrivés au début de la décennie qui se sont présentés à l'examen préalable à tout exercice de la profession ont échoué¹¹.

Les problèmes ne sont pas encore tous résolus, loin de là. Le taux de chômage chez les Russes reste plus élevé que la moyenne nationale. Il est plus marqué chez les femmes que chez les hommes. Et la situation en matière d'emploi des 45-64 ans (en particulier des plus âgés), mais aussi des 18-24 ans est difficile. Les nouveaux arrivants ne bénéficient souvent pas de la même sécurité d'emploi et des mêmes rémunérations que les autres Israéliens. Nombreux sont ceux qui ne travaillent pas dans leur secteur d'activité. Autrement dit, l'intégration s'est souvent faite au prix d'un changement de profession et d'une déqualification, source de frustrations. L'image du professeur d'université transformé en balayeur ou en plongeur dans un restaurant est un classique de la conscience collective de cette immigration. Les intellectuels n'ont

¹⁰ T. Horowitz, « The influence of Soviet political culture on immigrant voters in Israel : the elections of 1992 », *Jews in Eastern Europe*, Jérusalem, 1994, p. 5 ; Fran Markowitz, « Israelis with a Russian accent », *The Jewish Journal of Sociology*, déc. 1993, vol. 35, n° 2, p. 128.

¹¹ Eitan Sabatello, « Les Juifs d'URSS en Israël » in A. de Tinguy, C. Wihtol de Wenden, « Est, ces immigrés qui viendraient du froid », *Panoramiques*, 2ème trim. 1994, pp. 165-166 ; sur les problèmes auxquels les autorités se sont trouvées confrontées, voir aussi E. Tabory, « Russian migration to Israel. The analysis of a refugee movement and its impact on Israeli society », *Journal of Jewish Communal Service*, 1992, n° 3, pp. 268-273.

pas tous eu le talent et la chance d'un Oleg Shwartzburg, un médecin devenu l'un des dessinateurs humoristiques les plus connus du *Jerusalem Post*¹². Bien que la conjoncture économique israélienne se soit améliorée depuis le début de la décennie (le taux de chômage national est tombé, au début de 1996, à 6% ; s'il est ensuite remonté à 8,4% au début de 1998, il est resté inférieur à ce qu'il était au début de la décennie), trouver du travail demeure difficile, en particulier au cours des trois premières années : à la fin de 1996, 16% des Russes arrivés depuis 1994 sont encore sans emploi. Mais ce taux n'est que de 7% chez ceux qui sont arrivés en 1990 et 1991 et de 10% chez ceux des années 1992 et 1993¹³.

Il n'en reste pas moins que, globalement, les Russes ont trouvé leur place dans le marché du travail. Très sérieux au moment de la grande vague des arrivées du début des années quatre-vingt-dix, le chômage a été progressivement, et somme toute rapidement, résorbé. A la fin de 1991, alors que la moyenne nationale est de 10%, il frappe 38,5% des Russes arrivés depuis 1990. Ce taux baisse de dix points dès 1992 et à nouveau en 1993. A la fin de 1994, il n'est plus que de 13,2% et à la fin de 1995, de 9,6%. S'il remonte en 1996, il redescend en 1997. A en juger par les résultats d'enquêtes d'opinion, les Russes sont en outre majoritairement satisfaits de leur emploi. Cinq ans après leur arrivée, entre 60% et 70% (selon les enquêtes) des personnes interrogées s'en déclarent tout à fait ou plutôt satisfaites et le degré de satisfaction s'est continûment amélioré avec le temps. Cette bonne humeur est sans doute liée à l'aisance matérielle qu'ils sont nombreux à avoir acquise. Si l'on en croit les résultats de travaux menés par le ministère de l'Intégration, deux ans après leur arrivée, plus du tiers des nouveaux arrivants sont propriétaires de leur logement et un sur cinq d'une voiture. Trois ans plus tard, ils sont entre 53 et 70% à l'être de leur logement. Le fait que la très grande majorité d'entre eux (entre 80% et 90%, selon les enquêtes) déclarent, cinq ans après leur arrivée, qu'ils se sentent chez eux en Israël et que, si « c'était à refaire », ils prendraient la même décision confirme la réalité de l'intégration. Dans pratiquement tous les cas, ce taux de satisfaction s'est progressivement amélioré au fil des années : les Russes ont appris à apprécier leur nouveau pays¹⁴.

Les nouveaux arrivants ont rencontré dans le domaine économique davantage de difficultés que leurs prédécesseurs des années soixante-dix. Moins nombreux, à une

¹² Il s'agit de l'édition internationale du *Jerusalem Post*. Narspy Zilberg, « In-group humor of immigrants from the former Soviet Union to Israel », *Israel Social Science Research*, 1995, n° 1, pp. 7 et 11.

¹³ Central Bureau of Statistics, *Employment of Immigrants who Arrived from the Former USSR in October-December 1993. A Follow-up Survey Two Years after Immigration*, Jérusalem, déc. 1997, p. xviii ; *The Jerusalem Post*, 3 juin 1998 ; voir aussi A. Paltiel et alii, *op. cit.*, pp. 308-318 ; Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant Absorption...*, *op. cit.*, juin 1997, pp. 15-18 ; Central Bureau of Statistics, *Immigrant Population from Former USSR, 1995. Demographic Trends*, mars 1998, p. 123.

¹⁴ Central Bureau of Statistics, *Households of Immigrants who Arrived from the Former USSR in October-December 1993. A Follow-up Survey One and Two Years after Immigration*, Jérusalem, déc. 1997, pp. xv et 42-43 ; Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant absorption...* *op. cit.*, 1997, pp. 14 et 31.

époque où le chômage ne frappait que 3 à 4% de la population, ceux-ci avaient rapidement trouvé leur place, notamment dans l'industrie et dans l'enseignement. Quatre ans après leur arrivée, leur taux de participation à la vie active et leur revenu moyen étaient plus élevés que la moyenne nationale¹⁵. Sans avoir réussi aussi brillamment, leurs successeurs ont su s'insérer dans la société, ce qui ne les empêche pas de conserver leur identité propre.

...mais un refus d'acculturation et une forte communautarisation

A leur arrivée en Israël, les Russes n'ont pas été longs à fonder une communauté, un système structuré au sein duquel ils se forgent une nouvelle identité. Une identité définie à partir de ce qu'ils ont en commun : leur présent israélien avec ses joies et ses difficultés, mais aussi leur passé au sein d'un même environnement et la culture dont ils sont porteurs, qui est largement, même pour ceux qui ne sont pas originaires de Russie, une culture russe. Leur poids au sein de la société israélienne et les talents dont ils disposent leur donnent les moyens de garder leur identité propre et de vivre dans un environnement culturel quasi complètement russe, qui favorise le communautarisme. Pour tous ceux, nombreux, qui ne sont pas juifs et qui ne peuvent de ce fait se rattacher à la culture dominante dans leur nouveau pays, leur culture d'origine prend en outre une importance particulière. C'est cette intégration sans acculturation qui est à l'origine de la formation d'un nouveau groupe ethnique.

Si les Russes n'entendent pas rompre avec leur culture d'origine, c'est parce qu'ils en apprécient la richesse. C'est aussi parce qu'ils la jugent supérieure à celle de leur pays d'accueil. Les résultats des enquêtes déjà citées menées auprès de ceux arrivés en 1990-91, qui montrent une indéniable satisfaction à l'égard de leurs conditions matérielles, font ressortir la faiblesse de l'attraction exercée sur eux par la culture qui leur est proposée en Israël. Cinq ans après leur arrivée, ils ne sont (selon les enquêtes) qu'entre trois et cinq sur dix à porter un jugement positif sur la vie culturelle du pays. Cet attachement à leur culture d'origine est conforté par les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie professionnelle. Ceux d'entre eux qui appartiennent à l'intelligentsia ont perdu une partie du prestige dont ils jouissaient ; ils sont en outre désavantagés dans leur vie professionnelle par rapport aux autres Israéliens. Vivre dans leur culture, la transmettre et la perpétuer leur permet tout à la fois de compenser cette perte de prestige, de se ressourcer, de trouver des forces, de marquer leur différence, de prouver leur exceptionnalité. En revendiquant un droit à la différence, ils revendiquent celui de marquer de leur empreinte la société en se positionnant sur un terrain où ils estiment être supérieurs à leurs nouveaux compatriotes¹⁶. Habités à être

¹⁵ Gur Ofer, Aharon Vinokur, Yehiel Bar-Haim, « The absorption and economic contribution of immigrants from the USSR in Israel » in T. Horowitz (ed.), *The Soviet Man in an Open Society*, Lanham, New York, University Press of America, 1989, pp. 67-91, en particulier pp. 70 et 79-82 ; voir aussi Judith T. Shoval, « Soviet immigrant physicians in Israel », *Soviet Jewish Affairs*, 1984, vol. 14, n° 2, pp. 19-40.

¹⁶ Cela ressort clairement de l'excellente analyse de trajectoires individuelles faites par l'anthropologue

exigeants envers eux-mêmes, beaucoup d'entre eux le sont à leur tour, une fois en Israël, à l'égard des autorités. Ils réclament ainsi un relèvement du niveau des études et la création d'un système d'enseignement spécialisé du type de celui qui existait en URSS et qui a permis à de nombreux élèves de découvrir et de cultiver leurs talents dans la ou les matière(s) de leur choix¹⁷.

La langue russe, qui fait partie intégrante de leur identité, joue un rôle considérable dans la formation et dans la vie du groupe ethnique. Moyen d'expression, de communication et d'identification, elle renforce le sentiment d'appartenance communautaire. Bien souvent utilisée non pas parallèlement à l'hébreu, mais à sa place, elle favorise le repli sur la communauté et permet de cultiver la différence. L'*oulpan*, la classe d'hébreu mise plusieurs heures par jour à la disposition de l'immigrant pendant les premiers mois de sa nouvelle existence, ne donne pas, dans le cas des Russes, les résultats attendus. Les nombreuses enquêtes qui ont été faites révèlent toutes une maîtrise de l'hébreu qui ne s'améliore que lentement et très imparfaitement avec le temps. Cinq ans après leur arrivée, plus de la moitié des personnes interrogées sont certes en général capables de s'exprimer dans cette langue. Mais elles sont nettement moins nombreuses à pouvoir l'écrire et elles ne sont qu'une minorité à l'avoir adoptée comme langue principale. Lors de l'une de ces enquêtes menée en 1995 par le ministère de l'Intégration, la langue principale est l'hébreu dans 18% des cas, le russe dans 28%, ce dernier étant en outre la seule utilisée par 16% des personnes interrogées. Lors d'une autre enquête menée dans le même cadre en 1996, la langue principale n'est l'hébreu que dans un cas sur dix : un bon quart utilise uniquement le russe, et si on leur ajoute ceux dont le russe est la langue principale, on dépasse la moitié du total. L'enquête menée par le Bureau des statistiques au printemps 1996 auprès de 2000 immigrants arrivés en Israël à la fin de 1993 confirme l'ampleur du problème. Plus de la moitié des personnes interrogées soit parlent hébreu avec difficulté, soit ne le parlent pas du tout. A l'écrit, cette situation touche près de 75% d'entre elles. Les jeunes (de 15 à 24 ans) ont une bien meilleure maîtrise de cette langue que leurs parents, mais ils ont eux aussi des difficultés à passer à l'écrit. Dès 35 ans, moins d'une personne sur deux parle hébreu et moins d'une sur quatre l'écrit. Et la situation se détériore rapidement au-delà de cet âge¹⁸. Elle est telle que les autorités ont dû en tenir compte, entre autres en acceptant l'utilisation du russe lors de certaines épreuves à des diplômes d'Etat.

Cet attachement à la langue russe n'est pas spécifique à la vague d'immigration des années quatre-vingt-dix. A en juger par différents travaux, il est tout aussi prononcé parmi les immigrés des années soixante-dix qui, pour la plupart, continuent à parler

Danielle Storper-Perez, *L'intelligentsia russe en Israël - Rassurante étrangeté*, Paris, CNRS Editions, 1998.

¹⁷ E.R. Frankel, « The "Russian" vote in the 1996 Israeli elections », *East European Jewish Affairs* 1996, vol. 26, n° 1, pp. 9-10.

¹⁸ Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant Absorption...*, *op. cit.*, juin 1997, p. 28 ; Central Bureau of Statistics, *Employment of Immigrants...*, *op. cit.*, pp. 56-57.

russe à la maison (un russe fortement hébraïsé, difficile à comprendre pour d'autres russophones) et qui sont nombreux à tirer leur information des journaux publiés en Israël en russe et de la télévision reçue par satellite de Russie. Particulièrement prononcé parmi ceux qui sont arrivés en Israël après leurs études, il correspond clairement à un besoin d'identification. Le rôle joué par cette langue est d'autant plus important que celle-ci n'est pas résiduelle. Le fait qu'elle serve de support aux médias contribue grandement à son dynamisme.

La fonction exercée par les médias dans le processus de communautarisation, également observée dans d'autres cas, est très importante. Les médias constituent un lien vivant qui unit les membres de la communauté et qui la cimente. Ils sont un instrument qui permet de construire l'identité collective, de maintenir et de renforcer la cohésion du groupe, de projeter l'image que celui-ci a de lui-même. Organes d'information, ils sont aussi des courroies de transmission et des outils au service de la culture. En accordant une large place à la littérature, à l'art, à la musique, au théâtre, ils entretiennent l'attachement à celle-ci et favorisent sa vitalité. Relais des activités sociales, économiques et autres des immigrants, ils se font en outre l'écho des difficultés, des frustrations, des échecs comme des succès des uns et des autres ainsi que des opportunités qui s'offrent à eux. Ils ont ce faisant, pour reprendre l'expression de Narspy Zilberg et Elazar Leshem, un rôle de « protecteur » des nouveaux arrivants au sein de la société israélienne¹⁹.

La production des Russes dans ce domaine est d'une richesse exceptionnelle. Si l'on en croit les deux chercheurs ci-dessus cités, le tirage total de la presse en russe atteint dès 1991-92 le million d'exemplaires par semaine. Avec une cinquantaine de titres, elle est la plus importante de celles produites en Israël par l'un des groupes ethniques. Et elle représente, avec la télévision russe reçue par satellite et par câble et la station de radio publique *Reka* qui émet en russe douze heures par jour, la principale source d'information des nouveaux immigrants. Sa lecture ne se fait pas parallèlement, mais dans bien des cas à la place de celle des organes israéliens. Selon une enquête menée en novembre-décembre 1993, 14,3% des personnes interrogées lisaient un quotidien en hébreu, près de 75% la presse russe. Son audience demeure depuis considérable. La presse écrite, faite, sauf exception, par et pour les Russes, est, contrairement à celle créée dans les années soixante-dix, financièrement indépendante. Elle s'est aussi enrichie et diversifiée par rapport à cette période. Aux quatre quotidiens (*Nacha strana*, *Vremia* – 1991-92 –, *Vesti* – depuis septembre 1992 –, *Novosti Nedeli*) et à leurs suppléments, s'ajoutent une dizaine d'hebdomadaires (*24 tchassa*, *Globous*, *Panorama*, *Ekho*, *Spoutnik*, *Kaléïdoscope*, *l'Israélien russe*, le magazine satirique *Beseder*...) ainsi que des publications locales souvent publiées avec le soutien des municipalités. Des quotidiens, le plus ancien est *Nacha strana*. Créé en 1976, seul quotidien des immigrants des années soixante-dix, longtemps considéré comme un organe du parti travailliste, il est devenu indépendant

¹⁹ Narspy Zilberg, Elazar Leshem, « Russian-language press and immigrant community in Israel », *Revue européenne des migrations internationales*, 1996, n° 3, pp. 178-187.

au printemps 1994. La popularité de ce journal – dont le rédacteur en chef, David Kohn, ancien journaliste de l'Agence Tass de Bakou, vit en Israël depuis 1990 – est aujourd'hui moindre que celle de *Vesti* et de *Novosti Nedeli*. Proche du Likoud (ce qui ne l'empêche pas d'être parfois critique à son égard), *Vesti* a comme rédacteur en chef l'ancien *refuznik* Edouard Kouznetsov, rendu célèbre par sa spectaculaire tentative de détournement d'avion vers Israël (en 1970), qui est un ami personnel de Benyamin Netanyahou. *Novosti Nedeli*, qui se définit, comme *Vesti*, comme un journal israélien en russe, est presque aussi populaire. Il a la particularité d'avoir été un temps dirigé par une personnalité, Efraïm Ganor, qui ne fait pas partie des nouveaux immigrants et ne parle que mal le russe²⁰.

La communautarisation s'est en outre traduite par la mise en place de nombreuses associations liées pour la plupart au très actif Forum sioniste. Créé en mai 1988, celui-ci joue un rôle central dans la vie de la communauté, intervenant auprès des autorités pour régler les problèmes de logement et d'emploi, dénonçant les carences de la politique d'accueil du gouvernement, mettant à la disposition des Russes un service juridique, etc. Il sert en outre, au milieu des années quatre-vingt-dix, de « toit » à quelque 35 organisations regroupant plus de 45 000 membres. Ces associations de scientifiques, de parents isolés, de femmes, de vétérans de la Seconde Guerre mondiale... qui ont essaimé un peu partout sur le territoire, constituent soit des groupes de défense d'intérêts particuliers, soit des centres culturels. Certaines vivent repliées sur elles-mêmes, dans le souvenir du passé. C'est le cas de la *Landmanschaft* de Saint-Pétersbourg à Jérusalem, créé en novembre 1991, qui s'est donné pour slogan le célèbre « Serrons-nous les coudes, les amis » de Boulat Okoudjava. D'autres s'efforcent de faire le lien entre les nouveaux immigrants et la société israélienne. C'est le cas de la très importante et dynamique bibliothèque russe du Forum sioniste qui, si l'on en croit Narspy Zilberg, comptait déjà 30 000 ouvrages en langue russe en 1992 et qui s'est depuis beaucoup développée. Ses activités, très appréciées par les nouveaux immigrants, ne se limitent pas à la lecture ; elles comprennent aussi des clubs musicaux, littéraires, de théâtre... destinés aux enfants ainsi que des conférences et des rencontres consacrées aux cultures russe et israélienne, au judaïsme, à l'histoire juive ou à la très populaire culture yiddish²¹.

Cette vie communautaire se développe d'autant plus spontanément que les Russes vivent dans une proximité géographique qui favorise l'émergence de solidarités. Il ressort d'une étude faite à la fin de 1995 par le Bureau des Statistiques que les nouveaux immigrants ont une forte tendance à se regrouper²². Des villes et des quartiers russes ont ainsi fait leur apparition. Haïfa (avec près de 40 000 personnes),

²⁰ C'est aujourd'hui à nouveau un Russe qui en est rédacteur en chef. Sur ces quotidiens, voir, outre l'article ci-dessus cité de N. Zilberg et d'E. Leshem : E. Rogovin Frankel, « The "Russian" vote... », art. cité, pp. 4 et 6-8 ; et E. Rogovin Frankel, « The Russian press in Israel », *Soviet Jewish Affairs*, vol. 7, n° 1, 1977, pp. 47-68.

²¹ N. Zilberg in D. Storper-Perez, *L'intelligentsia russe en Israël...*, op. cit., pp. 149-167.

²² Central Bureau of Statistics, *Immigrant population... Demographic trends*, op. cit., 1998.

Ashdod (avec quelque 33 000 personnes), Be'er Sheva, Tel Aviv-Yafo, Jérusalem, Netanya, Bat Yam, Ashqelon, Petah Tiqwa et Rishon Leziyyon sont les villes israéliennes qui accueillent à cette date les communautés russes les plus importantes. La progression de la présence russe est dans certains cas très rapide. A Ashdod, celle-ci a été multipliée par près de 2,5 entre 1992 et 1995. A Ashqelon, elle a triplé en quatre ans. A Hadera et à Qiryat Gat, elle a doublé. A Be'er Sheva, elle a augmenté de 70%. Dans les grandes villes, le poids des nouveaux immigrants reste limité alors que, dans certaines localités de petite taille, il est considérable par rapport à la population totale. A Ma'alot-Tarshiha, les Russes représentent près de la moitié de la population, à Nazerat Ilit, Or Aqiva et Sederot, environ 40%. Dans pratiquement tous les cas, les nouveaux immigrants se regroupant à l'intérieur des agglomérations où ils s'installent, ils ont une forte visibilité. A Ashdod, ils représentent un peu plus du quart de la population, mais près de 40% de celle du quartier de Rova'He et Rova'Het. A Ashqelon, ils représentent un petit quart de la population, mais un tiers de celle du quartier formé par la zone industrielle, Ramat Eshkol, la vieille ville et Giv'at Ziyyon. A Be'er Sheva, à Bene Beraq, à Ramla, à Haïfa, on voit aussi clairement émerger des quartiers russes. Il ne semble pas, si l'on en croit les travaux du géographe William Berthomière, qu'il y ait de véritables filières migratoires dans le choix du lieu de résidence. Quelques caractéristiques ethniques se dégagent cependant. Les émigrés de Moscou et de Saint-Pétersbourg sont nombreux à Jérusalem, ceux de Derbent au Daghestan à Hadera, ceux de Samarkand à Yehuda et Tel-Aviv, ceux d'Asie centrale dans le quartier populaire de Shapira à Tel-Aviv, ceux de Kharkov à Haïfa...²³.

*Une ethnicité rassurante, valorisante et valorisée*²⁴

Ce refus d'acculturation et cette forte communautarisation répondent à des besoins d'identification. Ils débouchent sur la formation de cette nouvelle ethnicité dont la particularité a été soulignée. Une ethnicité liée non pas à un territoire (sinon parfois à celui de l'ancien Empire russe) ou à une nation, mais à une langue, une culture russe, un même passé soviétique ou ex-soviétique, de mêmes difficultés d'adaptation à une nouvelle existence, une communauté de destin, un avenir partagé, éléments auxquels il faut ajouter un rapport complexe à la judéité.

Pour la plupart des nouveaux arrivants, qui viennent d'un espace au sein duquel les différences sont très fortes, les définitions généralement retenues d'« unité ethnique » ou d'« ethnos » ne conviennent pas. Ce qui les rapproche, c'est que « d'une façon ou d'une autre [ils] se perçoivent – et sont perçus par les autres – comme liés les uns aux

²³ W. Berthomière, « De l'aliya à l'immigration, ou la lecture d'un continuum migratoire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n° 3, 1996, pp. 51-55.

²⁴ Le terme « rassurant » est emprunté au titre de l'ouvrage déjà cité *L'intelligentsia russe en Israël - Rassurante étrangeté* de D. Storper-Perez.

autres à l'intérieur d'une communauté par un passé commun et un avenir partagé »²⁵. Si les immigrants originaires d'Ukraine, du Caucase, d'Asie centrale et d'ailleurs acceptent d'être définis ou se définissent comme russes, c'est aussi parce que la culture, au sens large, de la plupart d'entre eux est russe, ce que Nathan Chtcharanski a souligné. S'il se définit comme russe bien que né et élevé en Ukraine (dans une région, celle du Donetsk, où les Russes sont très nombreux), c'est que la Russie est « le pays dont [il] connaît, dit-il, la langue et dont [il] partage la culture », celui où il a fait ses études supérieures, où il a mené son combat en faveur de la liberté d'émigration, où il a été condamné, où il a été longtemps emprisonné, bref celui où il a vécu les moments les plus marquants de son existence²⁶.

Se retrouver au sein d'un même groupe ethnique permet aux uns et aux autres de faire passer au deuxième plan le rapport complexe que beaucoup ont à la judéité. Pour ceux qui ne sont pas juifs, la culture russe prend évidemment une importance particulière. Quant à ceux qui sont juifs, leur déjudaïsation, très prononcée, conforte le caractère particulier de leur communauté. Dans l'ex-URSS, celle-ci comptait peu. Du fait de leur ethnicité, les juifs étaient différents des autres : leur judéité avait alors pris le dessus sur toute autre identité. Une fois en Israël, cette déjudaïsation prend un relief qui n'existait pas dans leur pays natal ; dans un environnement où tout est nouveau, auquel il leur est difficile de s'adapter, elle accentue à la fois le sentiment d'être différent et le besoin de se regrouper : c'est dès lors la russité qui prend le dessus. Cette russité n'est pas exclusive : l'identité des nouveaux immigrants est faite à la fois de russité et de judéité, l'une et l'autre évoluant avec le temps au fil des expériences vécues par les individus. Mais elle devient un élément essentiel de ce qui apparaît bien être une stratégie d'adaptation. Elle apporte aux nouveaux arrivants un sentiment de sécurité et leur permet d'apparaître en meilleure position. L'union faisant la force, en se regroupant et en s'identifiant sous un même label, les Russes se placent dans les meilleures conditions possibles à la fois pour s'adapter à leur nouvelle existence et pour peser sur la réalité israélienne afin que celle-ci, elle aussi, s'adapte à ce qu'ils sont. Cette ethnicité qu'ils ont définie présente ainsi de nombreux avantages : elle facilite leur adaptation, elle est valorisante et ils réussissent, nous allons le voir, à la valoriser. L'extraordinaire est qu'ils sont de fait encouragés dans cette voie par la politique d'accueil mise en place par les autorités israéliennes et, dans une moindre mesure, par l'attitude de la société à leur égard.

²⁵ Fran Markowitz, « Emigration, immigration and cultural change : towards a trans-national "Russian" Jewish community ? » in Y. Ro'i, *Jews and jewish life in Russia and the Soviet Union*, Londres, Frank Cass, 1995, pp. 403-404 et 410-411.

²⁶ Voir l'interview de N. Chtcharanski à *Inostranets*, 5 fév. 1997 ; *Izvestia*, 30 janv. 1997 ; *Le Monde*, 31 janv. 1997 et *L'Est européen*, janv.-juin 1998, p. 39.

La politique d'accueil israélienne, un encouragement au repli communautaire ?

Israël est aujourd'hui bien loin de la politique d'intégration nationale par fusion, très marquée par le sionisme, qui a prévalu dans les années cinquante et soixante. Dès la fin des années soixante et le début de la décennie suivante, l'idée que les immigrants puissent préserver une partie de leur culture d'origine commence à s'imposer. L'approche adoptée au début des années quatre-vingt-dix conforte et légitime cette évolution.

Les nouveaux arrivants étaient autrefois accueillis dans des « centres d'absorption » dans lesquels ils étaient familiarisés avec la culture israélienne et où des cours d'hébreu leur étaient dispensés. L'ampleur de la nouvelle vague d'immigration impose, au début des années quatre-vingt-dix, une autre politique. Celle, dite du « panier d'absorption », alors introduite, consiste à leur donner à leur arrivée en Israël une certaine somme d'argent leur permettant de couvrir leurs dépenses et celles de leur famille pendant un an, libres à eux de s'installer où ils le souhaitent²⁷. Cette approche, qui leur laisse la responsabilité de leur intégration, les encourage à se prendre rapidement en charge. La pression en ce sens est d'autant plus forte que les aides financières de l'Etat diminuent dès la deuxième année. Mais du fait des nombreux problèmes, notamment en matière de logements, auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants, cette politique encourage en même temps le repli communautaire. Livrés à eux-mêmes, ceux-ci se tournent spontanément vers les associations les plus à même de les aider, celles mises en place par les autres immigrants. Laissés libres du choix de leur lieu de résidence, ils optent pour la solution favorisant l'entraide : la proximité de leurs familles, parents ou amis. Le résultat est qu'au cours de cette première étape de leur nouvelle vie, ils ne sont pas soumis comme autrefois à de fortes pressions de la part des autorités pour se familiariser avec la culture israélienne et pour apprendre l'hébreu et que les liens au sein de la communauté sont ceux qui sont d'emblée privilégiés.

Le repli communautaire est par ailleurs favorisé par les réactions de la société hôte. L'immigration étant la raison d'être de l'Etat hébreu, les attitudes à l'égard des immigrants ne peuvent en principe qu'être favorables. Elles se sont cependant dégradées depuis le début de la décennie. Le coût pour la communauté nationale de l'accueil des nouveaux immigrants étant élevé, l'enthousiasme des premiers temps s'est vite tempéré. Les arrivées massives de 1990-91 ont provoqué des réactions parfois franchement négatives. Lors des débats à la Knesset sur le financement de l'intégration des nouveaux arrivants, certains députés ont demandé un plafonnement du nombre de personnes autorisées à immigrer, d'autres une réduction de l'aide qui leur est accordée. Et une grève générale a eu lieu en décembre 1990 pour protester contre les nouveaux impôts qui allaient devoir être levés. La situation ne s'améliore

²⁷ Pour une analyse détaillée de cette politique d'accueil, voir Eitan Sabatello in A. de Tinguy, C. de Wenden (dir.), *op. cit.*, pp. 162-167 ; Shmuel Adler, « Israel's absorption policies since the 1970s » in N. Lewin-Epstein *et alii*, *op. cit.*, pp. 141-142 ; A. Doron, H.J. Kargar, « The politics of immigration policy in Israel », *International Migration*, 1993, vol. 31, n° 4, pp. 497-511.

guère par la suite. Les Israéliens n'étaient en 1990 que 4% à ne pas souhaiter un voisinage direct avec les Russes, ils sont 25% en 1994²⁸.

Intégrés dans ces conditions à la société, les nouveaux arrivants sont en bonne position pour peser sur l'israélisation proposée par les autorités.

DES ACTEURS TRES INFLUENTS

Très qualifiée, largement laïque, parfois mafieuse, l'immigration russe modifie les fondements et les équilibres au sein de la société, elle lui donne un nouvel élan, elle pèse sur le jeu politique et sur l'évolution du processus de paix.

Cerveaux et talents au service d'Israël

L'élite scientifique et culturelle de cette immigration a trouvé dans l'ensemble sa place dans le système israélien, ce qui lui permet de mettre ses compétences et ses talents au service d'Israël. Conscientes de l'apport qu'elle pouvait constituer pour la nation, les autorités se sont efforcées de l'intégrer pour en tirer le meilleur parti possible.

Dans le domaine scientifique, étant donné l'étroitesse du « marché » israélien, l'afflux et le profil des chercheurs, le défi à relever était de taille ; les structures (le Centre pour l'intégration des scientifiques) et programmes d'accueil mis en place dans les années soixante-dix, tout à fait insuffisants. Certains des nouveaux arrivants (dont l'âge moyen à l'arrivée en Israël est de 47 ans) ont en effet des spécialités très étroites ne correspondant pas à la demande israélienne soit parce qu'elles sont déjà suffisamment représentées, soit parce qu'elles sont inutiles. Habités, dans un système très hiérarchisé, à répondre à des commandes, nombreux sont ceux qui ont en outre du mal à devenir autonomes. Leur niveau est par ailleurs inégal. Si l'on en croit les responsables du Centre d'intégration pour les scientifiques, le meilleur côtoie parfois le pire. En sciences humaines, à l'exception de la linguistique, le niveau des chercheurs est souvent faible. Il est par contre excellent dans plusieurs disciplines des sciences exactes, notamment en mathématiques et en physique-chimie (secteurs où les étudiants issus de cette immigration sont particulièrement nombreux : trois fois plus, en proportion, que la moyenne des étudiants israéliens²⁹). Depuis 1995, le niveau de ces

²⁸ T. Horowitz, « Value-oriented parameters in migration policies in the 1990s : the Israeli experience », *International Migration*, vol. xxxiv, n° 4, 1996, pp. 514-528 ; voir aussi Noah Lewin-Epstein, Gila Menahem et Reuven Barham, « Yes to immigration but what about immigrants ? Local attitudes to immigrant absorption », in N. Lewin-Epstein *et alii*, *op. cit.*, ch. 23, pp. 471-495 ; R. Cohen, « Israel's problematic absorption of Soviet Jews », *Innovation in Social Sciences Research*, 1991, vol. 4, n° 3/4, pp. 66 et 75-76 ; D. Storper-Perez, « "Intelligent" en Israël. L'intelligentsia russe aujourd'hui entre repli et ouverture », *Revue européenne des migrations internationales*, 1996, pp. 158-159.

²⁹ Central Bureau of Statistics, *Immigrant population... - Demographic trends*, *op. cit.*, pp. xlv, 111-112.

scientifiques s'est encore élevé, un certain nombre de personnes qui travaillaient pour le complexe militaro-industriel (secteur nucléaire, industrie spatiale, astrophysique...), jusque-là interdits de sortie du territoire, ayant été autorisés à émigrer. Dans tous les cas, pour des raisons différentes, l'intégration n'était pas une entreprise aisée. Elle n'a pu se faire que grâce au soutien de l'Etat et dans des conditions souvent difficiles.

Le démarrage a été lent. Un certain nombre de scientifiques russes se sont retrouvés à leur arrivée en train de faire la plonge dans un restaurant ou de balayer les rues, ce qui a provoqué de vifs mécontentements et de sérieuses frictions avec les pouvoirs publics accusés d'incompétence. Ces « aventures » n'ont cependant eu qu'un temps. Les trois quarts des 12 000 qui se sont adressés au ministère de l'Intégration ont pu rester dans le domaine de la recherche et de l'enseignement. Un tiers des 3 000 autres a trouvé sa place dans le système des « pépinières technologiques ». Un autre tiers s'est débrouillé par ses propres moyens. Et les derniers ont été recyclés. Le système mis en place à l'attention des premiers a consisté à les mettre à la disposition des universités, des centres de recherche ou du secteur privé pendant une période de trois ans, les salaires (très inférieurs à ceux des chercheurs et enseignants israéliens) étant pris en charge par l'Etat la première année à hauteur de 80%, les deux années suivantes de 50%. Depuis janvier 1995, un programme complémentaire d'excellence, le programme Guiladi, permet en outre de prolonger de trois ans la prise en charge des meilleurs de ces chercheurs (environ 500) afin de leur donner les moyens de continuer leurs recherches lorsque leurs laboratoires ou universités d'accueil n'ont pas les moyens de les salarier³⁰.

Le système des « pépinières technologiques » (qui relève du ministère de l'Industrie et du Commerce) est l'autre voie qui a permis à Israël de tirer parti des compétences des nouveaux arrivants en se dotant d'une véritable petite Silicon Valley. Destiné à commercialiser des technologies qui ne l'avaient jamais été, il a été mis en place par les pouvoirs publics à la fin de 1990 et au début de 1991. S'ils maîtrisaient dans de nombreux domaines le *know-how*, les Russes se montraient pour la plupart d'entre eux peu aptes à passer au stade des applications pratiques et de la commercialisation de leurs recherches. D'où l'idée des « pépinières », sociétés autonomes sans but lucratif, financées à 85% par l'Etat mais insérées dans le secteur privé, destinées à mener en deux ans au stade de la commercialisation des projets de R & D basés sur des idées technologiques novatrices, autrement dit à transformer une idée abstraite n'existant que sur le papier en un produit commercialisable et si possible exportable.

Les résultats de tous ces efforts sont, semble-t-il, très positifs. Si l'on en croit les responsables du Centre pour l'Intégration des scientifiques, les Russes représentent dans certains domaines, en particulier en mathématiques fondamentales et appliquées, en physique théorique, en géologie, en électronique, un apport considérable. Certains participent à l'enseignement universitaire, d'autres jouent un rôle très important, voire décisif, dans certains projets (cela a été le cas lors de la mise

³⁰ Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant absorption...*, 1997, *op. cit.*, p. 21. 420 personnes bénéficiaient de ce programme Guiladi en décembre 1996.

au point du nouveau satellite israélien *Tekhsat*)³¹. Un apport à bon prix, Israël n'ayant pas eu à les former et leur accordant des salaires qui restent dans l'ensemble très inférieurs à ceux de leurs collègues israéliens. Le bilan des « pépinières » est, lui aussi, si l'on en croit les autorités israéliennes, très positif. 26 « pépinières », dont au moins la moitié des effectifs doivent être des nouveaux immigrants (russes pour la plupart), ont été créées : chacune d'entre elles travaille sur dix à quinze projets. A la fin de l'année 1997, plus de la moitié des 382 projets menés à leur terme ont été couronnés de succès en donnant naissance à des affaires performantes. La plupart sont issus de recherches menées par des Russes. Les plus novateurs de ces projets, qui ont au total attiré plus de 80 millions de dollars d'investissements et qui touchent des domaines très variés, sont ceux touchant à la métallurgie, à la physique ou à la mécanique³². Grâce à ce système, Israël est aujourd'hui l'un des pays du monde à avoir le plus grand nombre de projets *start-up* de recherche et développement dans la haute technologie. Quelque 120 des sociétés ainsi créées, qui sont souvent petites mais toujours très performantes, sont cotées en bourse aux Etats-Unis³³. Cet apport est de nature à modifier les rapports d'Israël avec le monde extérieur... le jour où le processus de paix israélo-palestinien aura enfin conduit à une paix durable. Dans le « nouveau Moyen-Orient » que Shimon Peres appelait de ses vœux au début de la décennie, ces cerveaux et ces talents russes pourraient en effet contribuer à faire d'Israël un « carrefour de développement »³⁴.

Globalement, cette vague d'immigration semble avoir eu un impact positif (en tout cas dans un premier temps) sur l'économie israélienne. A la fin des années quatre-vingt, cette économie est morose : le chômage est relativement élevé et en hausse (8,9% en 1989), la croissance, faible : le PIB par habitant a augmenté de 1,0% en 1988 et de 1,9% en 1989. L'arrivée massive de personnes aux besoins desquelles il faut pourvoir en matière de logement et de consommation courante relançant la demande intérieure, Israël renoue avec la croissance. Dès 1992, le PIB par habitant augmente de près de 3%³⁵. Et le marché du travail, dans un premier temps déstabilisé, réussit relativement vite, on l'a vu, à absorber les nouveaux immigrants.

³¹ Entretiens avec les responsables du Centre pour l'intégration des scientifiques, Jérusalem, 25 et 29 avril 1998.

³² Ministry of Industry and Trade, Office of the Chief Scientist, *Technological Incubators in Israel*, Tel-Aviv, déc. 1997, 496 p. (version courte, sept. 1997, 28 p.) ; et entretiens avec les responsables de l'Office of the Chief Scientist, Tel-Aviv, 23 et 28 avril 1998.

³³ *The Jerusalem Report of the Independence Day*, juin 1998, p. 27 ; sur l'apport que ces scientifiques représentent pour Israël, voir aussi Yehuda Ben Meir, « Strategic implications of the immigration of Soviet Jewry to Israel », *The Middle East Military Balance*, 1990-91, pp. 153-156.

³⁴ Shimon Peres, *The New Middle East*, Shaftesbury, Dorset, 1993, 224 p. et *Battling for Peace. Memoirs*, Londres, Orion, 1995, pp. 415-419 ; voir aussi I. Avidor « Juifs russes : une chance pour Israël ? », *Politique Internationale*, 1993, n° 59, pp. 55-62.

³⁵ A. Paltiel *et alii*, chap. cité in N. Lewin-Epstein *et alii*, *op. cit.*, pp. 309-310 et 318 ; les arrivées des Russes ont été comparées à un programme d'aide d'un montant de dix milliards de dollars, *International Herald Tribune*, 27 avril 1997.

Dans le domaine de la culture, l'arrivée de nombreux musiciens et autres artistes (16 000 environ) est à l'origine d'un renouvellement. Des orchestres de musique classique sont créés dans plusieurs villes, souvent avec le soutien des municipalités. Et des écoles de musique sont ouvertes un peu partout dans le pays, y compris dans des « villes de développement » et dans des quartiers arabes et druzes. Les activités théâtrales se sont aussi multipliées. Le théâtre Gesher (dont le directeur, Evgueni Arye, et les acteurs ont immigré en Israël en 1990) est aujourd'hui l'un des plus renommés et populaires du pays. Ces artistes sont nombreux à se distinguer dans les manifestations internationales. Lors du septième festival international du film étudiant à l'Université de Tel-Aviv en juin 1998, c'est un jeune d'origine géorgienne, Dover Kochachvili, qui reçoit le premier prix pour un film, *No laws*, qui met en scène une famille d'immigrants géorgiens : l'immigration est ici à la fois créatrice et source d'inspiration. C'est un pianiste de 23 ans, arrivé de l'ex-URSS en 1995, Albert Memriev, qui reçoit en 1998 le premier prix du concours Nuova Acropolis à Madrid. A en juger par les seuls noms (le pianiste Alexander Korsantiia, le violoniste Sergueï Ostrovsky), les exemples peuvent être multipliés : la liste des Russes récompensés et applaudis est longue³⁶.

Cet apport culturel conforte le pluralisme qui est, dans un pays en profonde mutation, un puissant facteur d'évolution.

Un formidable élan donné à la laïcité et au pluralisme

Les Russes arrivent dans un pays en pleine évolution. Leur poids démographique, leur forte communautarisation, la complexité de leur identité, leur capacité à instrumentaliser leur ethnicité pour s'insérer dans les meilleures conditions possibles dans la société israélienne, tout concourt à leur permettre de peser sur un processus, déjà bien engagé avant leur arrivée, de pluralisation et de laïcisation auquel ils donnent un nouvel élan.

L'Etat hébreu qui a fêté son cinquantième anniversaire en avril 1998 est un pays complexe et divisé. L'israélisation en tant que « forme d'intégration à la société israélienne et à sa culture politique » est réelle. Mais l'israélité n'est « pas présente avec la même intensité dans toutes les couches de la société ». Cette société est aujourd'hui, souligne Alain Dieckhoff, authentiquement plurielle. Pays d'immigration, Israël n'est pas devenu la nation homogène dont rêvaient ses fondateurs. Aujourd'hui l'Etat doit accepter « une amplification de la diversité (socio-culturelle de la société) et sa structuration », l'émergence de phénomènes de communautarisation étant une des caractéristiques de la période actuelle³⁷. Il y est encouragé par une jeunesse qui est

³⁶ Ministry of Immigrant Absorption, *Immigrant absorption...*, 1997, *op. cit.* p. 9 ; *The Jerusalem Post* 3, 15 et 22 juin 1998.

³⁷ Claude Klein, *La démocratie d'Israël*, Le Seuil, 1997, pp. 49 et 319 ; A. Dieckhoff, « Israël : dualité politique et pluralisme communautaire », *Maghreb-Machrek* n° 159, janv.-mars 1998, pp. 39-47.

séduite par la culture américaine et proche, de par ses préoccupations, d'autres jeunes, celles des grandes villes occidentales, une jeunesse en quête de « normalité » qui redoute que leur pays ne devienne « un musée du peuple juif »³⁸. Cette évolution s'accompagne d'une progression d'une part de l'individualisme et d'autre part des valeurs laïques. La première, liée à une diminution sensible de la priorité autrefois donnée à l'ordre collectif au détriment de l'individu, correspond à un mouvement de fond que la libéralisation économique n'a fait que stimuler. La seconde est celle qui semble devoir être la plus sérieusement confortée par les Russes. Elle est aussi celle qui pourrait modifier le plus sensiblement le visage de l'Etat hébreu.

Etat du peuple juif, Israël est un Etat particulier dans lequel la religion joue un rôle considérable : elle intervient dans de nombreux domaines de la vie privée et publique. Tout ce qui concerne le mariage et le divorce est régi par la Halakha, le droit religieux, et les tribunaux rabbiniques sont dans ce domaine les seuls compétents. Le mariage entre un juif et un non-juif, reconnu et enregistré s'il est célébré à l'étranger, est légalement impossible sur le territoire israélien. Le Shabbat et ses interdits (l'interdiction de créer de l'énergie a de multiples répercussions dans la vie quotidienne) ainsi que les tabous alimentaires (nourriture cachère, interdiction d'élever et de commercialiser du porc, de vendre du pain lors de la fête de Pessah...) sont en outre largement respectés. Et la société israélienne reste globalement très attachée, les résultats d'une recherche de 1993 le montrent, à cette tradition religieuse et à certains rites. Près de 90% des personnes alors interrogées respectent d'une manière ou d'une autre les interdits alimentaires, la moitié d'entre elles pensent que la place de la religion dans la vie publique ne devrait pas être modifiée, 44% sont hostiles ou complètement hostiles à l'introduction d'un mariage civil³⁹.

C'est dans ce contexte que se produit l'*aliya*, la « montée » vers Israël. D'emblée, les sources de malentendus entre les nouveaux arrivants et la société environnante sont sérieuses, pour au moins trois raisons. La première est liée au fait que beaucoup de non-juifs bénéficient de la loi du retour. La seconde, que les juifs russes sont largement déjudaïsés. La troisième, que la judéité correspond avant tout en Russie à une ethnicité, en Israël, à une religion.

La loi du retour a été amendée en 1970 afin de permettre aux conjoints, enfants et petits-enfants non juifs d'une personne juive de pouvoir en bénéficier. Les mariages mixtes étant très nombreux, Soviétiques et ex-Soviétiques non juifs ont largement profité de cet amendement. Selon les sources officielles israéliennes, 81,2% des immigrants ex-soviétiques arrivés entre 1990 et 1994 sont juifs au sens où l'entend la Halakha, 7,3% ne le sont pas et 9,4% le sont par leur père⁴⁰. D'année en année, la

³⁸ W. Berthomière, art. cité, p. 56.

³⁹ Sh. Levy, H. Levinsohn et E. Katz, *Croyances, pratiques religieuses et interaction sociale parmi les Juifs israéliens*, Jérusalem, 1993, cité par C. Klein, *op. cit.*, pp. 74-79 (voir aussi les pp. 231-243 sur la place de la religion et de la tradition religieuse).

⁴⁰ Cité par Mark Tolts, « The interrelationship between emigration and the socio-demographic profile of Russian Jewry » in N. Lewin-Epstein *et alii*, *op. cit.*, p. 150. D'après la loi juive (définition de 1970), « est considéré comme juif celui qui est né d'une mère juive ou qui s'est converti au judaïsme et qui n'appartient

proportion de non-juifs augmente : en 1997, d'après les données du Bureau de liaison de Nativ, 56,4% des nouveaux arrivants sont juifs, 27,2% ne le sont pas et 16,4% le sont par leur père ou leur grand-père⁴¹. Si l'on retient les données statistiques russes et ukrainiennes, fondées sur la nationalité indiquée dans le passeport intérieur des candidats à l'émigration, les non-juifs sont encore plus nombreux : ils représentent entre 40% et 64% des personnes ayant quitté la Russie pour Israël entre 1993 et 1997 (depuis 1996, moins de la moitié d'entre elles sont juives, 36% seulement en 1997), entre 50% et plus de 60% des ressortissants ukrainiens qui ont émigré en Israël en 1996 et 1997⁴². Même si l'on tient compte d'une marge d'erreur liée au fait qu'un certain nombre de juifs ont pu déclarer dans leur passeport une autre nationalité, la part des non-juifs est clairement très importante. Elle l'est, semble-t-il, particulièrement parmi les jeunes : 40 à 50% selon certains responsables israéliens⁴³. A ces non-juifs officiels, s'ajoutent un certain nombre de personnes qui ont obtenu illégalement un visa sur la base de documents falsifiés (dont le coût serait en Russie, en 1995, de 2 000 dollars par personne). Officiellement, ces cas sont peu nombreux. Les nombreuses plaisanteries qui circulent au sein de la communauté russe sur cette question suggèrent cependant que ce phénomène est bien réel⁴⁴. La situation se complique en outre parfois à l'arrivée en Israël, un certain nombre de nouveaux arrivants, soit parce qu'ils sont convertis et que la validité de leur conversion est contestée, soit parce que leur judéité n'est pas reconnue, ayant des difficultés à se faire enregistrer comme juifs par le Rabbinate, ce qui est source de conflits⁴⁵. L'augmentation de la population chrétienne d'Israël, qui est passée de 2,4% du total de la population en 1990 à 3,2% en 1996, est un autre indicateur de l'importance de cette émigration non juive⁴⁶.

Au sein d'Israël, Etat juif, une population qui n'est pas arabe, mais qui n'est pas non plus juive, se trouve ainsi confortée. Son intégration dans une société qui « dans ses

pas à une autre religion », cité par C. Klein, *op. cit.* p. 271.

⁴¹ *Haaretz*, 12 juin 1998 ; Nativ est une organisation liée aux services secrets israéliens.

⁴² Goskomstat de Russie, *Demografitcheskii Ejegodnik Rossiiskoï Federatsii* [Annuaire démographique de la Fédération de Russie], Moscou, annuel. Le Goskomstat distingue les personnes qui ont reçu l'autorisation de s'installer à l'étranger de celles qui sont effectivement parties. Les données par nationalité sont calculées sur la base des secondes. Source des données ukrainiennes : ministère des Statistiques, Kiev.

⁴³ Entretien avec Shmuel Adler, département de la Recherche du ministère de l'Intégration, Jérusalem, 29 avril 1998.

⁴⁴ Nadine Marie-Schwartzberg, *La Russie du crime*, Paris, PUF, 1998, p. 151 ; Aryeh Levin, *Envoy to Moscow. Memoirs of an Israeli ambassador*, Londres, Frank Cass, 1996 pp. 102 et 173 ; Netty C. Gross, « Israel's Russian mini-state », *The Jerusalem Report*, 25 déc. 1997, p. 13.

⁴⁵ Voir par exemple *The Jerusalem Post*, 22 juin 1998 ; C. Klein, *op. cit.*, pp. 271-272 ; Yehuda Dominitz, « Israel's immigration policy and the drop-out phenomenon » in N. Lewin-Epstein *et alii*, *op. cit.*, p. 114.

⁴⁶ *Statistical Abstract of Israel 1997*, p. 94.

structures et son droit continue d'être déterminée par la référence juive » est d'emblée « problématique »⁴⁷. Ces non-juifs n'ont guère de raisons de se solidariser avec les objectifs sionistes et le caractère juif de l'Etat qui les accueille et avec les dispositions, notamment religieuses, qui en découlent. Ils n'ont aucune raison de respecter la législation d'origine religieuse qui régleme la vie israélienne. Ils ont par contre toutes les raisons de demander ce que d'autres Israéliens demandent déjà : une « dé-ethnicisation » de l'Etat « pour qu'il devienne l'Etat de ses citoyens (et non plus celui du peuple juif) »⁴⁸. Les débats, récurrents en Israël, sur la place des non-juifs se trouvent ainsi relancés dans un contexte qui donne du poids à ces derniers.

Quant aux Russes qui sont juifs, ils sont nombreux à être déjudaïsés et laïques. Il existe certes au sein de leur communauté des juifs orthodoxes, voire extrémistes : Tatiana Susskine, qui a fait scandale en juin 1997 à Hébron en représentant le prophète Mahomet sous les traits d'un porc, en est un exemple. Mais la grande majorité ne l'est pas. Leur identité juive est souvent faible et elle n'a guère de dimension religieuse. La distinction faite en Russie entre ethnicité et religion ne s'efface pas, les recherches faites en Israël le confirment, du seul fait du changement de lieu de résidence. La déjudaïsation des juifs de la CEI est la conséquence des politiques récurrentes de répression et d'assimilation. Jusqu'à la pérestroïka gorbatchévienne, il n'y a pas en URSS d'école juive, il n'existe pratiquement pas d'ouvrages consacrés à la culture ou à l'histoire du peuple juif, l'enseignement de l'hébreu est considéré comme une activité subversive et le nombre de synagogues est très limité. Cette politique n'a pas tué la conscience juive, mais elle a empêché la grande majorité des intéressés d'acquérir une culture juive. La plupart des juifs de Russie se disent juifs, résume l'auteur d'une très intéressante enquête faite en Russie en 1995, mais ils se comportent comme des Russes⁴⁹. Ils vivent dans un environnement au sein duquel les juifs sont peu présents. La culture dont ils se sentent la plus proche est russe. Ils ont de l'histoire de leur peuple des connaissances très limitées. Et 80% des mille personnes interrogées n'ont aucune connaissance ni de l'hébreu ni du yiddish. La religion, en particulier la religion juive, compte très peu pour cette population. 14% seulement des personnes interrogées se disent croyantes (75% déclarent ne pas l'être). La moitié de celles qui sont croyantes n'observent pas les préceptes de la religion et un petit quart seulement se rattachent au judaïsme (24 personnes sur mille), les autres soit ne se rattachent à aucune religion, soit se rattachent à l'orthodoxie. Elles ne sont que 1% à aller régulièrement à la synagogue (75% n'y vont jamais) et sont peu attachées aux traditions juives. Les fêtes familiales, laïques ou nationales sont les plus célébrées. Les fêtes orthodoxes, notamment Noël et Pâques, le sont aussi beaucoup.

⁴⁷ C. Klein, *op. cit.*, p. 275.

⁴⁸ Alain Dieckhoff, « L'ethno-démocratie israélienne », rapport présenté au CERI lors des journées d'études "Démocraties d'ailleurs", 14-15 mai 1998.

⁴⁹ Rozalina Ryvkina, *Evrei v postsovetsoï Rossii : kto oni ?* [les Juifs dans la Russie postsoviétique : qui sont-ils ?], Moscou, ed. OuRSS, 1996, 239 p.

A l'exception de Pessah, célébré par un tiers des personnes interrogées, les fêtes juives les laissent par contre largement indifférentes. Même si la déjudaïsation est plus marquée au sein de la population juive qui est restée en Russie que chez ceux qui ont émigré en Israël, elle l'est dans les deux cas dans la mesure où elle est la conséquence directe de la politique soviétique.

Les résultats d'une enquête menée en Israël en 1996, qui révèlent que plus des trois quarts des Russes interrogés se définissent comme laïques, n'ont donc rien pour surprendre⁵⁰. Une autre enquête montre une grande réserve de ces nouveaux arrivants à l'égard des juifs orthodoxes : une personne sur cinq parmi celles qui ont été interrogées se sent proche ou très proche de ces derniers et moins de la moitié du total se déclarent prêtes à avoir un employeur orthodoxe⁵¹. Cette laïcité se traduit dans le domaine public par une absence de religiosité (« le vote religieux, souligne Claude Klein, est dans ce milieu à peu près inexistant ») et dans la vie privée par une indifférence à l'égard de la pratique religieuse et des traditions juives⁵². Les Russes sont peu attirés par le mariage religieux (un cinquième seulement seraient mariés religieusement⁵³) et ils respectent peu la plupart des interdits alimentaires ; ils sont par exemple friands de viande de porc, ce qui a entraîné depuis leur arrivée une multiplication des boucheries qui en vendent. La satire est, ici encore, révélatrice de leurs attitudes : les règles de la Cacherout (les prescriptions alimentaires) sont régulièrement tournées en dérision par l'hebdomadaire satirique *Beseder*⁵⁴.

Cet apport laïque est de nature à faire évoluer la société israélienne. D'autant que les Russes s'efforcent de modifier le *statu quo* en faveur de la laïcité. Partisans de l'égalité de tous devant le service militaire (qui est en Israël d'une durée de trois ans) et donc hostiles aux exemptions (semble-t-il très nombreuses) des jeunes appartenant à certaines *yechivot* (instituts talmudiques supérieurs), ils ont soutenu en juin 1998 la proposition du parti travailliste de les supprimer⁵⁵. Le programme du parti « russe » Israel ba-Aliya lors de la campagne électorale de 1996 proposait l'instauration d'un mariage civil et la création de cimetières « laïques ». Dans ces deux domaines, la présence des Russes impose une nouvelle réalité, crûment mise en lumière lors de la mort en février 1998, au cours d'une opération militaire, du sergent Nikolai Rappaport

⁵⁰ Les résultats de cette enquête, menée par le ministère de l'Intégration en 1996, ont été aimablement transmis à l'auteur par Shmuel Adler, Département de la recherche du ministère de l'Intégration, 29 avril 1998. Ils ont fait l'objet d'une publication interne en oct. 1997. Voir aussi N.C. Gross, « Judaism ? No thanks », *The Jerusalem Report*, 25 déc. 1997, p. 14.

⁵¹ Majid Al-Haj, art. cité, p. 146.

⁵² Ce problème de la laïcité est abordé à plusieurs reprises par C. Klein, *op. cit.*, *passim*.

⁵³ D'après Shmuel Adler, ministère de l'Intégration, entretien ci-dessus cité, 29 avril 1998.

⁵⁴ N. Zilberg, art. cité, p. 16 ; N.C. Gross, art. cité, p. 13 ; voir aussi *International Herald Tribune*, 27 avril 1997.

⁵⁵ *The Jerusalem Post*, 24 juin et 1er juil. 1998.

dont la mère n'était pas juive et dont le corps a été rapatrié à Krasnodar dans son Caucase natal⁵⁶. Il semble prévisible qu'un certain nombre de juifs refuseront des obsèques religieuses et demanderont à être enterrés dans les cimetières « laïques » récemment créés à l'intention des non-juifs. Il est aussi prévisible que les pressions en faveur de l'instauration d'une forme de mariage civil s'accroîtront. Actuellement un non-juif qui souhaite épouser un juif est contraint d'aller se marier à l'étranger, puis de faire enregistrer son mariage en Israël (celui à Chypre, géographiquement proche, est très prisé ; celui au Mexique ou au Paraguay se fait, lui, par correspondance !). En règle générale, les Russes sont désireux d'une moindre interférence de la religion et de l'Etat dans la vie privée des citoyens. C'est ce que demande Israël ba-Aliya par la voix de Roman Bronfman, une des trois personnes qui ont déposé un projet de loi demandant que la question des conversions ne soit plus du ressort de la Haute Cour de Justice⁵⁷.

D'origine principalement ashkénaze, cette vague d'immigration contribue par ailleurs à modifier les équilibres au sein de la société israélienne. Si l'on retient la méthode utilisée par Claude Klein qui recoupe celle de l'Annuaire statistique en se basant sur un critère géographique, les Sépharades, qui constituaient 52,6% de la population israélienne à la fin des années quatre-vingt, n'en constituent plus que 47,7% à la fin de 1994⁵⁸. L'arrivée des Russes, cause de cette évolution et qui s'identifient nettement aux Ashkénazes (91% s'en déclarent, lors des enquêtes, proches ou très proches, 15% seulement éprouvent ce sentiment vis-à-vis des Sépharades) a un impact significatif : elle accentue l'identité européenne de l'Etat hébreu et ravive de vieux clivages qui ont longtemps suscité de fortes tensions. Les différences sociales entre Ashkénazes et Sépharades se sont atténuées au fil du temps : très importantes dans les années soixante-dix (les premiers ont alors des revenus par famille et un taux d'accession à l'enseignement supérieur et aux postes de responsabilité beaucoup plus élevés), elles se réduisent au cours de la décennie suivante. La situation des Sépharades s'améliore alors sensiblement (augmentation du nombre d'étudiants et des mariages mixtes, accession dans différents domaines à des postes de responsabilité)⁵⁹. Elle demeure cependant nettement moins bonne que celle des Ashkénazes, dont le poids est conforté par l'immigration des Russes. Les Sépharades ont donc vu arriver ces derniers sans plaisir, les percevant comme des concurrents dans la mesure où le gouvernement pouvait être amené, pour financer leur accueil, à réduire les aides sociales dont eux-mêmes bénéficiaient.

⁵⁶ *International Herald Tribune*, 12 fév. 1998.

⁵⁷ *The Jerusalem Post*, 12 juin 1998.

⁵⁸ Le *Statistical Abstract* définit comme ashkénaze toute personne née en Europe-Amérique ou dont le père est né en Europe-Amérique et comme sépharade celle née en Afrique-Asie ou dont le père est né en Afrique-Asie. C. Klein (*op. cit.*, pp. 57-58) reprend cette définition en y ajoutant les personnes dont un grand-père est né en Europe-Amérique ou en Afrique-Asie.

⁵⁹ Majid Al-Haj, art. cité, pp. 140-141, 146 ; W. Berthomière, art. cité, pp. 40-45.

Les activités de type mafieux de certains des nouveaux arrivants sont encore un autre facteur d'évolution de la société israélienne. Constitution de réseaux de prostitution, trafic de drogue, blanchiment de capitaux : un certain nombre de Russes ont su profiter des failles de la législation israélienne et des avantages dont ils bénéficient pour mettre en place des réseaux de crime organisé. La gravité et la visibilité de certaines affaires (comme celle concernant Grigory Lerner, un homme d'affaires accusé de diverses malversations de grande ampleur) contribuent, d'une part, à détériorer l'image des Russes, volontiers qualifiés de mafieux (et, les femmes, de prostituées) et d'autre part à entretenir la suspicion des autorités à leur égard. Lorsqu'ils sont accusés « d'ignorer la loi », les intéressés réagissent vivement en demandant à ne pas être *a priori* traités « comme des étrangers suspects »⁶⁰.

En russifiant la société israélienne, les Russes la modifient de l'intérieur. En pesant sur la vie politique de leur nouvelle patrie, ils prennent une part active à la définition des grands choix faits par Israël.

Arbitres de la vie politique

Les deux grandes formations israéliennes, le Likoud et le parti travailliste, étant pratiquement à égalité depuis quelque vingt ans, les majorités ne sont en Israël que relatives et les gouvernements, de coalition⁶¹. Ce paysage politique place les Russes, forts de leurs centaines de milliers d'électeurs, en position d'arbitres. Lors des deux scrutins qui se sont tenus depuis le début de la décennie, en 1992 et 1996, leur vote a fait la différence.

Aux élections législatives du 23 juin 1992, ils ont fait pencher la balance du côté du parti travailliste et de son allié, le Meretz. Sur les 400 000 nouveaux immigrants, 260 000 ont alors le droit de vote, ce qui représente 7,5% de l'électorat (soit 9 sièges environ sur 120). Leurs suffrages se sont portés, semble-t-il, à près de 60% sur ces deux partis qui, avec 44,3% des voix (56 sièges), devancent ainsi largement le Likoud ; celui-ci, qui n'aurait attiré que 18% de cet électorat, n'obtient que 24,9% des voix et 32 sièges⁶².

⁶⁰ N. Marie-Schwartzberg, *op. cit.*, p.151 ; Irina Solganik, « Rossiiskie millionery skryvaioutsia v Izraïle » [Les millionnaires russes se cachent en Israël], *Argoumenty i Fakty* n° 14, 1995, p. 7 ; *Israel Yearbook and Almanac 1997*, Jérusalem, 1997, pp. 258-259 ; S. Ronen, « La mafia russo-géorgienne gangrène la société israélienne », *Journal de Genève-Gazette de Lausanne*, 6 fév. 1992 ; sur les accusations à l'encontre des Russes, voir par exemple *The Jerusalem Post*, 3 juin 1998 .

⁶¹ Sur le jeu politique israélien, voir Don Peretz, Gideon Doron, *The Government and Politics of Israel*, Boulder, Westview Press, 1997, ch. 3 : « Political parties and ideologies », pp. 70-118 ; et l'introduction d'Ilan Greilsammer, *Israël. Les hommes en noir*, Paris, Presses de Sciences po, 1991, pp. 17-29.

⁶² Clive Jones, *Soviet Jewish Aliya, 1989-1992. Impact and Implications for Israel and the Middle East*, Londres, Frank Cass, 1996, pp. 204-205. D'autres estimations allant dans le même sens sont citées par Giora Goldberg, « Immigrant voters in Israel in 1992 and 1996 », *Revue européenne des migrations internationales* 1996, vol. 12, n° 3, p. 192 et par E.R. Frankel, « The "Russian" vote... », art. cité p. 5.

La défaite du Likoud témoigne à la fois de la complexité du vote russe et de l'ampleur du choc provoqué dans le pays par l'arrivée massive, en un laps de temps très court, de ces nouveaux immigrants. Dans un premier temps, les voix des Russes semblent devoir se porter spontanément sur la droite israélienne qui leur a ouvert les portes d'Israël et qui bénéficie, si l'on en juge par un sondage d'avril 1991, de leurs préférences⁶³. Si ces attitudes ne se confirment pas, c'est que le Likoud les déçoit et les inquiète. Les Russes sanctionnent le gouvernement Shamir auquel, à tort ou à raison, ils reprochent de n'avoir pas su répondre à leurs besoins, notamment en matière de logements et d'emploi⁶⁴. Ils s'inquiètent par ailleurs de la place essentielle que tient dans son discours la question du Grand Israël. Leurs positions sur la question des territoires occupés, les enquêtes le montrent, sont assez proches de celles du Likoud : ils sont dans l'ensemble plutôt hostiles à des concessions territoriales. Mais cette question passe à leurs yeux *après* celle de leur intégration. Que le Likoud n'ait pas hésité à s'opposer aux Etats-Unis dans l'affaire des garanties de prêts demandées pour faire face aux problèmes d'intégration des nouveaux arrivants est très inquiétant aux yeux non seulement des intéressés, mais aussi de tous ceux, en particulier les Sépharades, pour lesquels cette vague d'immigration représente un défi difficile à relever. Son intransigeance confirme en effet la priorité accordée par le pouvoir à la question des territoires sur celles de l'intégration des nouveaux venus et de l'attention à prêter à tous ceux qui risquent de faire les frais de ces arrivées massives. Les uns et les autres vont dès lors se détourner du Likoud⁶⁵.

La force du parti travailliste est d'avoir compris que la préoccupation majeure des Russes était leur intégration économique et sociale et que cette nouvelle vague d'immigration avait créé au sein de la société israélienne dans son ensemble une nouvelle situation à laquelle il fallait répondre. En février 1992, Itzhak Rabin dit son opposition aux implantations en Cisjordanie et à Gaza, car celles-ci ne correspondent pas aux intérêts politiques d'Israël (il se réfère ce faisant implicitement au refus des Etats-Unis d'accorder des garanties de prêts à Israël). Il précise au même moment que la lutte contre le chômage, nécessaire à l'intégration et donc à la poursuite de l'*aliya*, passe avant la question des implantations. L'accord sur l'autonomie palestinienne qu'il préconise tout au long de sa campagne est, à ses yeux, le seul moyen de permettre à Israël d'assurer sa sécurité tout en répondant aux besoins à la fois des nouveaux arrivants et de l'ensemble de la population israélienne. Pendant la campagne

⁶³ Voir par exemple L. Munnich, « L'émigration des juifs d'URSS et son incidence sur la politique israélienne », *Politique étrangère*, 1990, n° 2, p. 319 et Hugh Carnegie, « Israeli poll shows swing to left for immigrants », *Financial Times*, 26 mars 1992.

⁶⁴ Voir par exemple A. Levin, *Envoy to Moscow... op. cit.*, p. 386 ; I. Avidor, art. cité, p. 60 ; T. Horowitz, « The influence of Soviet political culture... », art. cité, p. 16-17 ; H. Carnegie, « Immigrants cast their spell over Israeli election », *Financial Times*, 8 avril 1992 ; voir aussi l'article de E. Maximova in *Izvestia*, 20 janv. 1992.

⁶⁵ Clive Jones, *Soviet Jewish Aliya... op. cit.*, p. 183 ; H. Carnegie, « Israel's politicians seek out the immigrant vote », *Financial Times*, 11 juin 1992 et articles de Patrice Claude dans *Le Monde*, 20 juin et 8 juillet 1992.

électorale, le parti travailliste porte en outre aux Russes une attention particulière : des émissions télévisées sont sous-titrées en russe, Shimon Peres fait l'effort de prononcer quelques paroles dans cette langue, Itzhak Rabin rappelle les origines russes de ses parents, de la publicité est faite dans les médias des nouveaux Etats indépendants, des parallèles sont établis avec des situations que connaissent bien les Russes (notamment celle du Karabakh) pour illustrer les conséquences de l'incapacité à régler des conflits territoriaux⁶⁶... Le programme de son allié, le Meretz, répond, lui aussi, aux préoccupations de cet électorat. Les trois partis qui se regroupent en 1992 au sein de cette formation préconisent en effet une moindre emprise de la religion sur l'Etat et lient eux aussi l'arrêt des implantations au-delà de la « ligne verte » à l'intégration des nouveaux arrivants. La communauté russe ne ressent pas alors le besoin d'être représentée par une formation politique spécifique. Les tentatives faites à cette époque en ce sens sont des échecs. Le parti Da (Démocratie et *aliya*), créé en mars 1992 à l'initiative de Iouli Kocharovsky, un ancien *refuznik* arrivé en Israël en 1983, ne recueille que 12 000 voix, ce qui ne lui permet pas d'être représenté à la Knesset⁶⁷.

Ce n'est que quatre ans plus tard que les nouveaux immigrants se rassemblent avec succès sous la bannière d'une formation défendant leurs intérêts propres. Leur poids dans la vie politique, désormais quantitativement très important (avec quelque 500 000 électeurs, ils représentent 12,5% de l'électorat), en est d'emblée conforté et ils acquièrent une visibilité qu'ils n'avaient pas encore dans ce domaine-là. Lors des élections législatives du 29 mai 1996, Israel ba-Aliya, le parti dirigé par Nathan Chtcharansky, en faveur duquel se prononcent 175 000 personnes, c'est-à-dire un bon tiers de l'électorat russe, recueille 5,7% des suffrages, ce qui lui donne sept sièges et deux présidences à la Knesset, celle de la Commission de l'environnement et celle du Comité sur le statut des femmes. Il entre par ailleurs dans le gouvernement Netanyahu où il obtient deux portefeuilles, celui du Commerce et de l'Industrie attribué à Nathan Chtcharanski et celui de l'Intégration attribué à Iouli Edelstein. Pour ce gouvernement, le soutien d'Israel ba-Aliya est essentiel : Benyamin Netanyahu a été élu Premier ministre avec 50,49% des voix, c'est-à-dire avec un petit demi-point d'avance sur Shimon Peres, son rival travailliste. Et son parti, le Likoud, n'a recueilli (avec ses alliés Geshet et Tzomet) que 25,1% des suffrages; il ne détient donc à la Knesset que 32 sièges sur 120 alors que le parti travailliste, avec 26,8% des suffrages en a 34. C'est entre autres grâce au soutien des Russes, à nouveau arbitres de la vie politique, qu'il a été élu (on estime que les deux tiers d'entre eux ont voté pour lui) et qu'il peut former une coalition lui permettant de gouverner⁶⁸. Au poste clef de directeur

⁶⁶ Clive Jones, *Soviet Jewish Aliya... op. cit.*, p.193-197.

⁶⁷ E. Sabatello in A. de Tinguy, C. Wihtol de Wenden, *op. cit.*, p. 163 ; et T. Horowitz « The absorption of immigrants... », art. cité, p. 85.

⁶⁸ Le scrutin du 29 mai 1996 est pour la première fois double, l'élection du Premier ministre, distincte de celle de la Knesset, se faisant au suffrage universel. Sur les résultats des élections et le poids d'Israel ba-Aliya au sein du gouvernement Netanyahu, voir Don Peretz, Gideon Doron, *op. cit.*, pp. 270-274 ; D. Peretz, G. Doron, « Israel's 1996 elections : a second political earthquake ? », *The Middle East Journal*, automne 1996, n° 4, pp. 538-539 et 543 ; G. Goldberg, « Immigrant voters in Israel... », art. cité, p. 194.

général de son Cabinet, il nomme un autre représentant de cette communauté en la personne d'Avigdor Lieberman⁶⁹.

L'émergence inattendue d'Israël ba-Aliya confirme la volonté de cette communauté de voir ses préoccupations prises en compte. Les Russes ont réagi à l'incapacité des deux grands partis politiques à comprendre l'évolution de leur situation et à leur accorder la place qu'ils estiment être en droit d'attendre. Le Likoud ne leur offre sur sa liste qu'une 31^{ème} place, qui se transforme en une 45^{ème} lorsqu'il est amené à former des alliances avec d'autres partis : les Russes se retrouvent ainsi en position probablement non éligible. Quant au parti travailliste, il accorde, lors des primaires, la 29^{ème} place qu'il avait initialement pensé leur offrir... à un Ethiopien ! Se voir évincer au bénéfice d'un Ethiopien, alors que cette communauté est quantitativement beaucoup moins importante que la leur, est ressenti par les Russes comme un véritable camouflet. Se sentant rejetés – « Le parti travailliste a oublié les "Russes" », titre *Vestí* au lendemain de ces primaires –, ils tirent les conclusions qui s'imposent. « Le moment est venu, déclare Nathan Chtcharanski par la même voie, de faire entendre notre propre voix à la Knesset »⁷⁰. La réaction russe est si vive que le parti travailliste revient en arrière : une 25^{ème} place est accordée à Sofia Landver (qui sera donc élue). Mais cette initiative vient trop tard : Israël ba-Aliya a été officiellement créé le 17 mars.

Les deux grands partis politiques ne se montrent pas plus habiles dans leur approche des préoccupations des Russes. Pour régler leurs problèmes d'emploi et de logement, le Likoud propose de leur donner les emplois alors occupés par les 150 000 travailleurs étrangers (qui seraient renvoyés chez eux) et de mettre à leur disposition quelque 2 700 logements vides qui se trouvent dans les territoires occupés. Proposer à des personnes pour beaucoup très qualifiées et convaincues d'appartenir à une élite de prendre les emplois en général sous-qualifiés des travailleurs étrangers et de s'installer dans les territoires occupés est une nouvelle maladresse. Le parti travailliste, en butte aux critiques de ses électeurs de 1992 qui lui reprochent de ne pas en avoir fait assez pour les intégrer, ne trouve pas lui non plus le ton juste⁷¹. Les réactions des Russes montrent à quel point leurs préoccupations ont évolué depuis 1992. Ce qu'ils veulent désormais, ce ne sont plus seulement des appartements et des emplois, c'est être considérés et prendre dans la vie politique et sociale la place et l'influence auxquelles ils estiment avoir droit étant donné leurs qualités. C'est ce besoin de reconnaissance sociale que les états-majors politiques n'ont pas compris.

⁶⁹ B. Netanyahou devra se séparer d'Avigdor Lieberman en novembre 1997. Sur cet homme redouté originaire de Moldavie, voir *Izvestia*, 29 nov. 1997.

⁷⁰ E.R. Frankel, « The "Russian" vote in the 1996... », art. cité, pp. 13-18 ; la déclaration de Chtcharanski dans *Vestí* (citée par E.R. Frankel) date du 28 mars 1996 ; sur les raisons de créer un parti russe et sur les motivations de N. Chtcharanski, voir aussi son interview à *Sevodnia*, 30 mai 1996, et « Partia Chtcharanskogo idët na vybory » [Le parti de Chtcharanski se présente aux élections], *Evreïskaia Gazeta*, n° 8, avril 1996. Sur la surprise qu'a représenté le succès d'Israël ba-Aliya, voir D. Peretz, G. Doron « Israel's 1996 elections... », art. cité, p. 538.

⁷¹ E. Frankel, « The "Russian" vote... », art. cité, pp. 18-22.

Le succès d'Israel ba-Aliya, qui tranche avec le score médiocre obtenu par une autre formation russe, Edinstvo i aliya [Unité et aliya]⁷², doit sans doute beaucoup à la personnalité de son leader. Nathan Chtcharanski est, au sein de la communauté russe, un homme connu et en général respecté en raison du combat mené en Union soviétique pour la liberté d'émigration et de l'action effectuée depuis 1988 en faveur des nouveaux immigrants au sein du très apprécié Forum sioniste qui est depuis longtemps un puissant instrument de pression sur le gouvernement⁷³. Il a fait d'Israel ba-Aliya un parti ethnique, formé sur une base communautaire (le seul des sept élus de sa liste à ne pas être d'origine russe, Zvi Weinberg, d'origine polono-canadienne, est russophone et russophile), qui rassemble des hommes de toutes tendances : Iouli Edelstein et Iouli Stern représentent l'aile droite du parti, Marina Solodkina et Roman Bronfman, le centre gauche ; si Iouli Edelstein et Nathan Chtcharanski se sont prononcés à titre personnel en faveur de la candidature de Benyamin Netanyahou au poste de Premier ministre, Israel ba-Aliya n'a pas officiellement pris position dans cette élection. Son programme est centré sur la défense des intérêts de la communauté russe. Il préconise entre autres un meilleur accès à la propriété ou à la location de logements, la création de cimetières non religieux, la reconnaissance des mariages civils et une amélioration du système éducatif⁷⁴.

Sur plusieurs points, les positions d'Israel ba-Aliya sont en totale contradiction avec celles des religieux, notamment du Parti national religieux, qui font aussi partie du gouvernement Netanyahou. Cela ne l'empêche pas, quelque deux ans et demi après son entrée dans ce dernier, de demeurer, malgré des divisions internes, au sein de cette coalition hétéroclite au prix de compromissions dont l'électorat russe ne semble pas pour le moment tenir rigueur à ses dirigeants. Les résultats d'un sondage fait en juin 1998 auprès de 4 000 Russes montrent qu'ils continuent à soutenir Benyamin Netanyahou : en cas d'élections, 44% des nouveaux immigrants (54% des partisans d'Israel ba-Aliya) voteraient pour lui, 13% (11% des partisans d'Israel ba-Aliya) pour Ehud Barak, le candidat du parti travailliste, et 13% (12% des partisans d'Israel ba-Aliya) pour Ronni Milo, le maire de Tel-Aviv. L'entrée de Nathan Chtcharansky au Cabinet du Premier ministre et sa nomination *de facto* au poste de ministre des relations avec les nouveaux Etats indépendants, qui valorisent la communauté russe tout entière, expliquent probablement en partie cette attitude⁷⁵. Ce même mois de juin

⁷² Ce parti, formé sous la direction d'Efraim Gur, n'a pas recueilli un nombre de voix suffisant pour être représenté à la Knesset.

⁷³ Sur le combat mené en URSS par A. Chtcharanski, voir L. Rapoport et The Jerusalem Post, *Un aussi long voyage. Anatoli et Avital Chtcharanski*, Lieu Commun, 1986, 253 p. ; en Israël, N. Chtcharansky ne fait pas pour autant l'unanimité, voir par exemple *Moskovskie Novosti* n° 6, 11-18 fév. 1996, p. 33.

⁷⁴ *Sevodnia*, 28 mai 1996 ; D. Peretz, G. Doron, « Israel's 1996 elections... », art. cité, p. 539 ; E.R. Frankel, « The "Russian" vote... », art. cité, p. 11.

⁷⁵ *The Jerusalem Post*, 5 juin 1998 ; voir aussi I. Halevi, « Des élections à haut risque », *Revue d'études palestiniennes*, n° 9, automne 1996, pp. 42-43 ; et dans ce même numéro, p. 12, l'article de Warchawski.

1998, les élections à la présidence de Histadrout, l'influent syndicat ouvrier, confirment le poids du vote russe ainsi que le caractère corporatiste des décisions d'Israël ba-Aliya dont les choix semblent davantage dictés par l'attention portée par les candidats à ses revendications que par les objectifs poursuivis par ces derniers⁷⁶.

En pesant ainsi sur le jeu politique, les Russes pèsent aussi sur l'évolution du processus de paix israélo-palestinien.

Facteur de paix ou source de tension ?

Du côté palestinien, l'arrivée des Russes a été ressentie au début des années quatre-vingt-dix comme une très mauvaise nouvelle. Dès mars-avril 1990, Yasser Arafat reproche violemment à l'URSS d'autoriser cette émigration et demande à ses amis arabes de faire pression sur le Kremlin pour qu'elle cesse⁷⁷.

Les craintes des Palestiniens sont alors de trois ordres. Ce qu'ils redoutent, c'est tout d'abord une implantation de ces nouveaux immigrants dans les territoires occupés, qui aurait pour conséquence de consolider la mainmise israélienne sur ces derniers, de saper encore davantage la base géographique du futur Etat palestinien, de compliquer une éventuelle évacuation israélienne de ces régions et d'aggraver la question de Jérusalem dont la partie orientale a été, rappelons-le, annexée par Israël en 1967 et que la Knesset a proclamée le 30 juillet 1980 « entière et réunifiée, capitale d'Israël », une question que les Palestiniens considèrent comme un élément essentiel de tout règlement du conflit. Ce qu'ils redoutent en outre, c'est l'impact de cette immigration sur le débat politique interne en Israël et sur la disponibilité israélienne à s'engager dans un processus de paix. La démographie est en effet un des arguments alors avancés par une partie des travaillistes : si Israël continue à occuper la Cisjordanie et Gaza, vers 2020-2030, les juifs deviendront minoritaires dans le cadre du grand Israël ; l'Etat juif deviendra de fait bi-national et il se trouvera confronté à la nécessité de choisir entre la démocratie – ce qui reviendrait à donner le pouvoir aux Arabes – et un système voisin de l'apartheid. Pour préserver le caractère juif de l'Etat hébreu et la démocratie, la seule solution est de trouver un compromis sur la question des territoires. L'immigration russe donne une réponse à cet argument : elle signifie une diminution du « danger » démographique arabe et par voie de conséquence de la nécessité d'un retrait des territoires occupés. Elle risque, de ce fait, de déboucher sur une nouvelle intransigeance israélienne, comme le laisse craindre la déclaration du 14 janvier 1990 du Premier ministre Itzhak Shamir sur « un grand Israël » pour une

⁷⁶ *The Jerusalem Post*, 3 et 9 juin 1998.

⁷⁷ L. Munnich, art. cité, pp. 324-325 ; voir aussi Clive Jones, « Arab responses to Soviet Jewish aliya, 1989-1992 », *Israel Affairs*, hiver 1994, vol. 1, n° 2, pp. 267-287. Comme le souligne Calvin Goldscheider, l'immigration, principal facteur d'accroissement de la population juive, a toujours été un des symboles du conflit israélo-arabe, *Israel's Changing Society. Population, Ethnicity and Development*, Boulder, Westview Press, 1996, pp. 59-60.

« grande immigration ». Ce que redoutent enfin les Palestiniens, c'est une détérioration des équilibres au sein de la société israélienne, notamment de ceux entre les Ashkénazes et les Sépharades. Comme le souligne alors un journaliste palestinien, leur intérêt ne réside pas dans une exacerbation des difficultés internes d'Israël; il « réside dans un gouvernement israélien fort, basé sur un large consensus interne et capable de prendre des décisions courageuses en faveur de la paix »⁷⁸. Ces craintes se sont avérées en partie infondées. Malgré l'ampleur de cette vague d'immigration, celle-ci ne bouleverse ni les équilibres démographiques israéliens ni la situation dans les territoires occupés.

La question démographique est en Israël extrêmement sensible. Dans cet Etat qui se proclame juif, la part des juifs dans la population totale régresse continûment depuis le début des années soixante. La croissance naturelle de la population arabe étant beaucoup plus importante que celle des juifs (37,2 pour mille contre 18,2 pour mille en 1996) avec un taux de fertilité qui est, en cette même année 1996, de 4,6 naissances par femme dans le premier cas, de 2,6 dans le second, la tendance paraît irréversible. De 88,9% en 1960, la part des juifs passe à 85,4% en 1970, à 83,7% en 1980 et à 81,9% en 1990. La tendance est d'autant plus défavorable pour les juifs que la population arabe est beaucoup plus jeune que la population juive (en 1996, les moins de quatorze ans représentent 39,6% de la première et 26,9% de la seconde) et que le taux de natalité des juifs est en régression constante : la croissance naturelle est passée au sein de cette population de 24,2 pour mille en 1972 à 22,0 en 1983, 19,4 en 1990 et, on l'a dit, 18,2 en 1996 ; au sein de la population arabe, elle a également fortement diminué, passant de 50,2 pour mille en 1972 à 38,9 en 1983 et à 37,2 en 1996, mais elle demeure nettement plus élevée. Dans ce contexte, l'immigration en provenance de l'ex-URSS (à laquelle s'ajoute l'arrivée de quelque 45 000 juifs éthiopiens) apparaît au début des années quatre-vingt-dix comme une « divine surprise ». Elle est saluée par les dirigeants israéliens, désormais convaincus que le temps travaille pour Israël, comme un don de Dieu, un « miracle », dit Itzhak Shamir dans son fameux discours déjà cité du 14 janvier 1990, qui permet, en compensant le déséquilibre entre la croissance naturelle des deux populations, de désamorcer la « bombe » démographique. Son impact est en effet significatif : sans cette immigration, la part des Arabes dans la population d'Israël aurait probablement déjà dépassé les 20%. Elle ne renverse pas pour autant la tendance, d'autant moins que le taux de fertilité des nouvelles arrivantes est encore plus bas que celui des autres femmes juives israéliennes (respectivement 1,72 et 2,56 en 1995). Les Russes n'ont fait qu'apporter un répit. La progression arabe, ralentie dans les années 1990-92, reprend dès 1993. La part des juifs tombe cette année-là à 81,4% de la population israélienne

⁷⁸ Camille Mansour, « L'émigration des Juifs soviétiques et le processus de paix israélo-palestinien », *Politique étrangère*, 1990, n° 2, pp. 329-331 ; Majid Al-Haj, « The attitudes of the Palestinian Arab citizens in Israel towards Soviet Jewish immigration », *International Journal of Refugee Law*, 1991, n°2, pp. 243-263 ; James W. Moore, « Immigration and the demographic balance in Israel and the occupied territory », *Middle East Policy*, 1992, n° 3, pp. 88-105.

et en 1996, à 80,5%⁷⁹. Ceux-ci sont encore majoritaires et pour longtemps. C'est la raison pour laquelle certains, comme Calvin Goldscheider, minimisent la portée de ce problème. Mais, comme le fait remarquer Claude Klein, plus la minorité arabe grandit, plus elle est susceptible de développer « une conscience politique plus poussée » et de « constituer une minorité de blocage dans le jeu politique israélien », plus elle grandit et plus l'affirmation du caractère juif de l'Etat devient problématique⁸⁰.

Malgré les dénégations israéliennes – le Premier ministre Shamir et plusieurs ministres de son gouvernement ont nié devant la Knesset encourager les immigrants à s'installer de l'autre côté de la « ligne verte » –, le risque de voir les nouveaux immigrants s'installer dans les territoires occupés est, au début de la décennie, bien réel. La pénurie de logements est alors telle que ces derniers pouvaient ne pas avoir le choix. La réalité de ce risque explique que les pressions internationales pour éviter ces implantations sont alors très fortes. Les Soviétiques lient la poursuite de l'émigration et le rétablissement des relations diplomatiques à un engagement en ce sens de la part des dirigeants israéliens. Et les Etats-Unis conditionnent l'octroi de leur aide de 400 millions de dollars sous forme de garanties de prêt destinée à l'intégration des nouveaux arrivants à un engagement à ne pas construire de logements au-delà des frontières de 1967, y compris à Jérusalem. Les assurances apportées par les autorités israéliennes leur paraissant insuffisantes, ils en bloquent l'octroi pendant plus d'un an (jusqu'au 2 novembre 1990)⁸¹.

Les craintes en la matière ne se sont avérées que partiellement fondées. Malgré les avantages qui leur sont offerts, les Russes sont réticents à faire le choix des territoires occupés. La plupart d'entre eux sont des citoyens dont les préférences vont aux grandes villes. Au début de la décennie, ils sont par ailleurs peu enclins à s'établir sur des territoires où ils se trouveront d'emblée aux prises avec l'intifada et qui sont susceptibles de devoir être rendus en cas de paix⁸². Les données du ministère de l'Intégration confirment la faible attraction exercée par ces territoires. Au 31 décembre 1997, Ari'el est la seule ville où les Russes sont très présents : ils sont 4 721 à s'y être installés, ce qui représente 31,6% de la population de cette ville. Ils ne sont que 906 (16,8% de la population) à Kiryat Arba ; à Qarnei Shomron, ils sont 469 (8,5% de la population) ; à Tsour Igal, 442 (12,2%). Au total, moins de 7 000, ce qui est peu sur un total de 750 000. La situation est un peu différente à Jérusalem dont le statut constitue une des priorités du gouvernement Netanyahu et un cas de non-respect des accords

⁷⁹ Source des données statistiques : Central Bureau of Statistics, *Statistical Abstract 1997*, pp. 3-4, 94 et 129-130 et *Immigrant population ...1995 - Demographic trends*, *op. cit.*, p. 19.

⁸⁰ C. Goldscheider, *Israel's changing society...*, *op. cit.*, pp. 62-64 ; C. Klein, *op. cit.*, pp. 106-107.

⁸¹ Aryeh Levin, *Envoy to Moscow*, *op. cit.*, pp. 211-212 et 317 ; Geoffrey Aronson, « Soviet Jewish emigration, the United States and the occupied territories », *Journal of Palestine Studies*, 1990, n° 4, pp. 42-43.

⁸² R. Cohen, « Israel's problematic... », art. cité, pp. 80-81 ; G. Aronson, « Soviet Jewish emigration... », art. cité, p. 39.

d'Oslo⁸³. Les Russes, comme beaucoup d'Israéliens, sont nombreux à considérer que la partie orientale de Jérusalem est partie intégrante de l'Etat d'Israël. Encouragés par les autorités – « notre politique, aurait déclaré Itzhak Shamir, est d'installer à Jérusalem autant de juifs soviétiques que possible » –, plusieurs milliers d'entre eux n'ont donc pas hésité à s'y installer. En décembre 1997, dans l'ensemble de Jérusalem (Jérusalem-Est compris), résident 27 753 Russes (6,7% de la population de la ville). En Cisjordanie, à Ma'aleh-Adumim, qui fait partie du grand Jérusalem, ils sont 2 626 et représentent 14,8% de la population ; à Giv'at Zeev, qui en fait aussi partie, ils sont 368 (4,2%); à Beitar Illit, 144 (1,6%) et à Efrat, 105 (1,7%)⁸⁴. Leur présence n'est cependant pas suffisante pour bousculer les équilibres. Les espoirs du gouvernement Netanyahou de créer de nouvelles réalités démographiques et géographiques qui rendraient dérisoire toute tentative de reposer la question de la souveraineté israélienne sur Jérusalem apparaissent largement vains⁸⁵. La démographie y joue contre les juifs. Les Arabes, qui représentaient 25% de la population de Jérusalem « réunifiée » en 1967, en représentent aujourd'hui 29% et, si l'on en croit le démographe Sergio DellaPergola, en 2020, ils représenteront 38% de la population de la ville (48% des enfants de moins de quatre ans). Dans le Grand Jérusalem, la situation est, du point de vue juif, encore pire du fait du taux de natalité arabe⁸⁶. Avec ou sans les nouveaux immigrants, les juifs y ont perdu « la bataille des berceaux ».

Dans le domaine politique, l'impact de la présence russe se révèle par contre très important, mais de façon contradictoire. Dans un premier temps, cette immigration peut être considérée comme un des facteurs déclencheurs du processus de paix puisqu'elle a contribué en 1992 à l'arrivée au pouvoir du parti travailliste. Il y a en ce sens un lien direct entre cette *aliya* et le processus lancé à Oslo par ce gouvernement. Mais, si les Russes sont bel et bien à l'origine de ce processus, c'est en quelque sorte par hasard. S'ils ont voté pour le parti travailliste, ce n'est pas parce qu'ils étaient partisans d'un compromis en tant que tel sur les territoires occupés, mais parce que son programme correspondait à leurs intérêts du moment qui passaient alors par un compromis territorial. Le jour où ils ont estimé que la politique de ce gouvernement n'allait plus dans le sens de leurs intérêts, ils ont opté pour un soutien au Likoud, contre le

⁸³ La déclaration de principes israélo-palestinienne signée le 13 septembre 1993 stipule que le statut de Jérusalem-Est sera déterminé à un stade ultérieur des négociations ; les deux parties s'engageaient à ne pas prendre de dispositions unilatérales. Sur ces questions, voir *The Jerusalem Post*, 22 et 25 juin 1998 et Rapport de B'Tselem, « Une politique de discrimination », *Revue d'études palestiniennes*, automne 1995, n° 5, p. 7.

⁸⁴ Source des données statistiques : ministère de l'Intégration ; voir aussi Haim Gvirtzman, *Maps of Israeli interests in Judea and Samaria*, Bar-Ilan University, BESA Center for strategic studies, déc. 1997, p. 10.

⁸⁵ Sur la politique de B. Netanyahou, voir A. Dieckhoff, « Moyen-Orient : le processus de paix dans l'impasse », *Défense*, mars 1998, pp. 20-22.

⁸⁶ A. Rabinovich, « The Jerusalem umbrella », *The Jerusalem Post*, 26 juin 1998. Voir aussi Elli Wohlgelemer, *The Jerusalem Post*, 11 juin 1998.

processus de paix. En contribuant à la victoire de Benyamin Netanyahou, en soutenant, par leur participation au gouvernement, sa politique, ils ont contribué au coup d'arrêt donné à ce processus. Sur ce point, le programme d'Israël ba-Aliya pendant la campagne électorale de 1996 est proche de celui du Likoud. Il affirme que « le peuple juif possède un droit inaliénable sur la terre d'Israël », ce qui inclut, précise Nathan Chtcharanski, la Cisjordanie. Il a sur Jérusalem une position dénuée d'ambiguïté – « le statut de Jérusalem unifiée, en tant que capitale de l'Etat juif, n'est pas négociable » – et se déclare opposé à l'établissement d'un Etat palestinien. Quant au « nouveau sionisme » dont Nathan Chtcharanski est partisan, il est lié au facteur démographique : encourager l'immigration a pour but de renforcer le poids des juifs au sein du monde arabe. Par la suite, Nathan Chtcharanski continue à préconiser un Grand Israël et un Grand Jérusalem. Le dialogue avec les Arabes, qu'il recommandait au moment de son arrivée en Israël, ne fait par contre plus partie de ses préoccupations immédiates⁸⁷. Les Russes ont ainsi favorisé dans un premier temps le compromis, dans un second, l'intransigeance. Dans les deux cas, ils ont pesé sur la décision.

Israël doit aujourd'hui compter avec une minorité russe qui a su s'adapter à sa nouvelle existence en gardant son identité propre et s'intégrer dans des conditions qui lui permettent de peser sur la société israélienne. L'objectif poursuivi par cette communauté est certes que ses membres trouvent leur place dans le pays. Il est aussi d'amener celui-ci à tenir compte de leurs aspirations et à évoluer dans un sens qui leur convienne. Son poids démographique et sa capacité à instrumentaliser son ethnicité lui permettent notamment de donner un nouvel élan à un processus déjà bien engagé avant leur arrivée de pluralisation et de laïcisation, qui modifie le visage de l'Etat hébreu. Talentueuse et exigeante, cette *aliya* pourrait en outre donner naissance aux élites israéliennes de demain, ce qui lui permettrait de marquer encore davantage de son empreinte son pays d'accueil.

L'influence des Russes d'Israël ne s'arrête pas là. En entretenant avec leur pays d'origine, en particulier avec les communautés juives de Russie, d'Ukraine et d'autres pays de l'ex-URSS des liens familiaux, commerciaux, scientifiques, culturels et autres, ils créent des réseaux transnationaux. En nouant des liens, eux aussi très variés, avec d'autres émigrés russes aux Etats-Unis, en Allemagne et ailleurs, ils mettent en place encore d'autres réseaux. Ils construisent ce faisant un espace transnational dont l'une des caractéristiques est d'être russe (au sens où ce terme est employé en Israël) et

⁸⁷ P. Claude, *Le Monde*, 24 mai 1996 ; voir aussi *Le Monde*, 31 mai 1996, 19 juin et 11 nov. 1997 ; sur la création d'un Etat palestinien, voir Victor Polsky in *Vesti*, cité par *The Jerusalem Post*, 1^{er} juillet 1998 ; sur les positions d'A. Chtcharanski à son arrivée en Israël, voir *Un aussi long voyage...*, *op. cit.*, pp. 207-209.

d'inclure la Russie. Ce phénomène est de nature à donner une nouvelle dimension aux rapports de ce pays avec l'étranger. L'émigration le prive de cerveaux et de talents qu'il a formés et qui lui font aujourd'hui défaut. Mais elle est à l'origine de ces communautés « diasporiques » qui pourraient devenir des vecteurs d'influence ainsi que des sources d'aide et de coopération.